

Theodor Tudoroï u
(Roumanie)

RAPPORT FINAL

sur les travaux concernant l'étude
*“La dimension balkanique
de la sécurité européenne”*

réalisée dans le cadre du programme de bourses de recherche
sur les institutions démocratiques de l'OTAN
(bourses individuelles)
1997-1999

Juin 1999

Juin 1999

Theodor Tudoroï u
Roumanie

RAPPORT FINAL

sur les travaux concernant l'étude
"La dimension balkanique de la sécurité européenne"

réalisée dans le cadre du programme de bourses de recherche
sur les institutions démocratiques de l'OTAN
(bourses individuelles) 1997-1999

§1. Avant propos

§2. Déroulement des travaux

§3. Modifications dues aux évolutions de 1997-1999

§4. L'accès aux sources bibliographiques; voyages d'études; le dialogue avec d'autres spécialistes

§5. Les ressources Internet

§6. Les entrevues avec des diplomates et des hommes politiques impliqués dans les problèmes de la région

§7. L'architecture de l'ouvrage

§8. Les conclusions de l'étude

Avant tout, je veux remercier l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et son Programme de bourses de recherche sur les institutions démocratiques, sans l'appui duquel mes efforts n'auraient pas pu aboutir à leur fin que dans une mesure partielle et imparfaite.

§1. Avant propos

L'étude qui constitue le fruit de mes travaux de ces deux dernières années est, avant tout, une quête personnelle. Chacun des citoyens de cet espace dont le simple nom provoque des sourires ironico-dépréciatifs („Balkanique”...) a probablement médité, et pas une seule fois, sur le destin et l'*européanité* du pays et du sous-continent qu'il habite.

En général, le problème est perçu en termes culturels et fait place, dans le meilleur des cas, à des interminables disputes; dans tous les autres, à des interminables lamentations.

Voir les choses sous ce seul aspect - le plus visible, sans doute, mais dans aucun cas le seul - constitue une involontaire mais dangereuse simplification. *Mutatis mutandis*, on pourrait poser la même question pour la communauté maghrébine de Paris ou pour celle, kurde, de l'Allemagne: qu'est-ce qu'on peut dire, en termes culturels, sur leur *européanité*? Probablement rien, ou en tout

cas très peu. Et pourtant, à cause des raisons évidentes, le destin de ces communautés est européen et l'Europe qui les intègre se métamorphose à son tour dans une entité dont les valeurs et la complexité auraient été inimaginable il y a un siècle.

Mon étude explore un des nombreux domaines qui relient cette Europe en pleine métamorphose à son oublié fragment de Sud-Est: celui de la sécurité et de la stabilité régionale et continentale. Qui a eu la malchance de montrer, à travers les crises yougoslaves, comme Bruxelles et Sarajevo sont au même temps loin et proche l'un de l'autre. Qui a démontré aussi, pour toujours, non seulement l'absurdité mais l'impossibilité même d'ignorer les évolutions balkaniques: les interdépendances sécuritaires transcèdent toute fracture culturelle, tout décalage économique et toute différence. Personne ne peut croire que l'Europe occidentale pourrait rester inactive au moment où à trois cents kilomètres de ses frontières les villes sont détruites au canon, des dizaines de milliers de civils sont massacrés et la purification ethnique et les camps de concentration deviennent monnaie commune. Il ne s'agit pas de responsabilités abstraites mais d'instinct de conservation: ce qui n'a pas été arrêté en '36 en Espagne a conduit à Auschwitz et Mathausen. L'Europe, l'Occident n'ont pas le choix; ils doivent intervenir et la modalité la plus logique de le faire c'est la si longtemps commentées européanisation des Balkans. Processus coûteux, long et difficile; mais infiniment moins cher, plus court et plus facile que la perpétuelle gestion d'un espace définitivement immergé dans l'anarchie et l'ultranationalisme, dont les massacres et guerres religieuses laisseraient de temps en temps s'échapper des missiles égarés, ou des centaines de milliers de réfugiés, ou même quelques divisions à travers les frontières marquées par des barbelés de la Forteresse Europe.

La sortie de Kafka et le retour à la réalité ne sont possibles que par la récupération de la dimension européenne de l'espace balkanique. Les pages de cette étude explorent les causes, les potentialités et les conséquences de cette évolution dans le domaine de la sécurité et de la stabilité.

§2. Déroulement des travaux

Dès le début, j'ai pu profiter des multiples avantages qui incombent à mon activité professionnelle.

D'un coté, mon activité universitaire au sein de la Faculté de Relations Internationales de l'École Nationale des Études Politiques et Administratives (SNSPA) de Bucarest est liée au double intérêt que je porte aux questions de sécurité et aux évolutions de l'espace balkanique. D'ailleurs, en 1996 j'avais déjà eu la chance de les associer pendant un stage de recherche de trois mois à l'IFRI (suite à une bourse octroyée par l'Institut d'Études de Sécurité de l'Union de l'Europe Occidentale) finalisé par la rédaction d'une étude sur la "Sécurité et stabilité dans les Balkans. Défis et perspectives".

D'un autre coté, je dois à mon activité quotidienne auprès de l'EXIMBANK of Romania la vision complexe — à la fois politique et économique — que le Risque-Pays fournit à l'analyste préoccupé par les États d'une région. Il est donc *ab initio* mieux situé qu'un analyste politique ou économique, car il dépasse l'étroitesse imposée par une perception unilatérale de l'espace étudié.

Enfin, ma proximité géographique et culturelle par rapport à la région balkanique m'offrait un avantage comparatif difficile à ignorer. Car il est évident qu'ici les crises ont toujours été liées à une mentalité spécifique; mentalité dont la méconnaissance (si commune à ceux peu familiarisés avec les Balkans) rend incompréhensible le déroulement même des événements.

En demandant la bourse de l'OTAN, j'avais établi un calendrier précis des travaux à accomplir:

juin'97—oct.'97	Travaux de recherche pour les chapitres I-IV.
nov.'97—janv.'98	Rédaction des chapitres I-IV.
fév.'98—août'98	Travaux de recherche pour les chapitres V-VII et pour l'Annexe.
juin '98	Rédaction du rapport intérimaire.
septembre '98	Travaux de recherches générales à l'IFRI.
oct.'98—avril'99	Rédaction des chapitres V-VII et de l'Annexe.
mai'99—juin.'99	Mise à jour et correction des chapitres I-VII. Rédaction des Conclusions.
juin '99	Rédaction du rapport final.

Je peux affirmer aujourd'hui que ce calendrier a été respecté jusqu'aux plus petits détails, à la seule exception d'inévitables modifications imposées par la crise de Kosovo. J'ai pu développer ainsi un effort continu et constant, qui m'a permis de garder en permanence le contact avec les évolutions sur le terrain et les progrès du débat académique concernant l'objet de mes recherches. Circonstance qui m'a permis d'éviter et les incohérences dues aux interruptions prolongées de l'activité, et les conséquences négatives d'une agglomération du travail vers la période finale du calendrier.

§3. Modifications dues aux évolutions de 1997-1999

Il est évident qu'une plus profonde connaissance des ressorts intimes des phénomènes et évolutions balkaniques (due aux progrès de l'étude) ainsi que, d'une autre part, les modifications de la situation sur le terrain pendant une période assez longue, peuvent entraîner certaines modifications du plan initial de l'étude.

Quant à la première catégorie, certaines modifications m'ont paru opportunes pour ce qui concernait les sous-divisions du VII^{ème} chapitre. Sans modifier son contenu proprement-dit, une meilleure répartition des fragments composants a permis une approche plus claire et plus précise, capable d'améliorer la compréhension du sujet par les lecteurs qui ne sont pas des spécialistes du domaine.

J'ai aussi préféré d'individualiser en tant qu'unités séparées certaines parties qui appartenaient initialement à d'autres sous-chapitres. Ainsi, l'ancien sous-chapitre V.8 a été divisé en deux (V.8 et V.9) et le chapitre VI s'est enrichi d'un nouveau sous-chapitre VI.4.

Pour ce qui concerne les évolutions enregistrées jusqu'à l'automne de 1998 et même jusqu'au printemps de 1999 (en particulier dans le cas de la crise de Kosovo, déjà mentionnée dans le plan initial comme principale menace immédiate à l'adresse de la stabilité régionale) les changements sont restés dans le cadre de mes prévisions initiales et par conséquent sans effet sur la structure de l'étude. Au contraire, à partir de l'échec des négociations de paix de Paris (mi-mars 1999), le cours des événements a été tel que des nombreux éléments déterminants de la situation balkanique ont souffert des modifications révolutionnaires. Évidemment, des modifications correspondantes ont dû être apportés aux divers chapitres de l'ouvrage. Heureusement, l'état des travaux était assez avancé et j'ai eu tout le temps nécessaire pour les opérer.

À ce moment (début juin 1999) l'étude est déjà terminée et elle sera publiée prochainement.

§4. L'accès aux sources bibliographiques; voyages d'études; le dialogue avec d'autres spécialistes

Une des raisons qui faisaient impossible la réalisation de cette étude exclusivement en Roumanie est la situation précaire des bibliothèques et centres de recherche de Bucarest.

Les différentes crises économiques que le pays traverse depuis plus de quinze ans (la fin du régime communiste inclus) et les débuts exagérément timides des Organisations non-gouvernementales roumaines contribuent à ce que les fonds de livres et les abonnements à des publications étrangères soient dans un état pitoyable dans la majorité des bibliothèques. L'affirmation est davantage vraie pour ce qui concerne les publications spécialisées; si, tant bien que mal, on peut trouver les assez rares références aux Balkans des revues ou journaux de l'Europe occidentale et des Etats-Unis, il est presque impossible de trouver des publications en provenance des autres pays balkaniques (qui ont, de plus, le désavantage de n'être ni très nombreuses, ni très connues).

Ce dernier aspect a heureusement pu être dépassé grâce à l'Internet (voir plus bas); quant aux livres, on doit souligner l'importance des bibliothèques étrangères fonctionnant à Bucarest, et notamment celles de l'Institut Français, du British Council et de la Bibliothèque américaine. Grâce à leur ressources on peut avoir accès à un important nombre de publications autrement introuvables à Bucarest.

Je dois aussi mentionner l'importante aide fourni par différents membres de la communauté académique roumaine. Sans les nombreux livres, études, revues etc. généreusement mis à ma disposition par des spécialistes des domaines et pays que j'analyse, ma tâche aurait été infiniment plus difficile.

Pourtant, il y avait des références bibliographiques et des revues spécialisées dont la consultation était absolument nécessaire et qui ne pouvaient pas être trouvées en Roumanie. Il

s'imposait, donc, un stage de documentation dans un centre de recherche occidental - et c'est seulement grâce à l'appui de l'OTAN que deux stages ont permis la réalisation de mon étude.

Je dois remercier *l'Institut Français des Relations Internationales* de Paris et son directeur, M. Thierry de Montbrial, et *le Centre d'Études et de Recherches Internationales* de Paris et son directeur, M. Jean-François Leguil-Bayart, pour l'amabilité de m'avoir permis d'effectuer en septembre-octobre 1998 des stages de documentation d'un mois dans le Service Documentation de l'Ifri et dans la bibliothèque de la *Fondation Nationale des Sciences Politiques* (des attestations de stage sont annexées à la fin de ce rapport). C'est seulement grâce aux énormes ressources de ces institutions que j'ai pu compléter mes informations; mais le contact avec des chercheurs occidentaux intéressés par la problématique des Balkans a été plus enrichissant, car il m'a permis d'approfondir les différences d'approche qui persistent dans la perception des mêmes événements et évolutions par des observateurs de la région et respectivement de l'Europe occidentale.

Mes recherches ont aussi bénéficié du généreux appui de plusieurs universitaires, chercheurs et analystes politiques de Sofia et Athènes; leur contribution a été essentielle pour les touches finales de ma propre compréhension des particularités et spécificités politiques de la région.

La bibliographie consultée (voir la fin du présent rapport) a été sélectionnée sur le critère de la diversité, les sources locales étant fortement utilisées. Aux livres, études et périodiques de spécialité et aux publications périodiques d'intérêt général en langue française, espagnole, roumaine, anglaise et italienne j'ai ajouté les articles repris par *Courrier International* et l'agence roumaine de presse ROMPRES de nombreux périodiques d'Albanie, Bulgarie, Croatie, Grèce, Slovénie, Turquie, Yougoslavie, Hongrie, Pologne, Russie etc. J'ai utilisé aussi des publications officielles des gouvernements ou de différentes organisations internationales, intergouvernementales (OTAN, FMI, OSCE etc.) ou non-gouvernementales (Amnesty International).

Un autre critère a été l'équilibre entre les ouvrages d'analyse et ceux contenant des informations de première main: parfois, le contact avec les éléments factuels est largement supérieur aux analyses déjà faites, bien que le travail nécessaire devient beaucoup plus important; c'est le prix qu'il faut payer pour acquérir une image personnelle et non influencée de la situation, dans des circonstances où les clichés et les stéréotypes sont souvent prédominants.

Enfin, une statistique: la quantité totale des livres, revues et dossiers de photocopies que j'ai accumulés sur les sujets balkaniques dépasse deux mètres d'étagère, auxquels on doit ajouter environ 500 fichiers informatiques.

§5. Les ressources Internet

À présent, l'Internet constitue l'instrument le plus efficace pour obtenir des informations détaillées et mises à jour sur les évolutions politiques d'une région comme les Balkans. L'accès extrêmement difficile (en Roumanie comme en Europe occidentale) à des publications en provenance des différents pays balkaniques a heureusement pu être obtenu à l'aide de ce réseau (pour donner un seul exemple, la revue turque de relations internationales *Perceptions* est autrement introuvable). Avec quelques exceptions, tous les quotidiens significatifs de la région ont des éditions électroniques plus ou moins complètes en langue anglaise. Les sites des gouvernements, des partis politiques, des ONGs et des instituts de recherche de la région sont, à leur tour, d'une incontestable utilité.

En outre, l'Internet permet une identification rapide des publications ou institutions des Balkans ou d'ailleurs qui s'intéressent à cet espace; et, même s'il n'y a pas d'autre information sur le Web, on a au moins un indice pour chercher ou contacter par d'autres moyens les entités respectives.

§6. Les entrevues avec des diplomates et des hommes politiques impliqués dans les problèmes de la région

Contrairement à mes plans initiaux, cette source d'informations - que j'espérais abondante et pleine d'intérêt - s'est avérée absolument inutile aux travaux de recherche.

Même sous la réserve de l'anonymat garanti, des telles personnes ont peur d'exprimer des idées différentes de la ligne politique officielle de leur gouvernement ou parti; la situation dans les Balkans est si délicate que personne ne s'aventure à s'assumer les moindres risques.

De plus, le fait que l'étude était réalisée sous les auspices de l'OTAN et pourrait être publiée n'a fait qu'augmenter ces précautions. J'ai fini par renoncer à des entrevues dont l'utilité était absolument nulle.

§7. L'architecture de l'ouvrage

Dans l'économie de l'étude on peut identifier trois grandes parties: l'exposé du cadre historique et culturel des Balkans et de leur importance pour la sécurité du continent (Chapitres I-IV); l'analyse des grands défis confrontant la région et la présentation des menaces concrètes (Chapitres V-VI); et les perspectives sécuritaires du système régional dans son interdépendance par rapport à la dynamique européenne et mondiale (Sections VII-IX).

Le chapitre introductif montre l'importance de l'espace balkanique pour la sécurité et la stabilité de l'Europe, relation si brutalement mise en relief par les guerres yougoslaves. Relation qui ne trouve, pourtant, ses vraies dimensions que dans le contexte des profondes mutations que la sécurité du continent est en train de subir - et qui est un des éléments fondamentaux pour la définition de l'Europe du 21^{ème} siècle.

Le deuxième chapitre donne la description de la région: des limites géographiques et des traits caractéristiques jusqu'à ses liens *sui-generis* avec l'Europe Centrale, le Moyen Orient et l'espace post-soviétique, on identifie les aspects fondamentaux qui dominent les évolutions de cette région frontalière d'une Europe toujours présente.

Le Chapitre III contient un aperçu historique. Défini à la fin de l'Antiquité et au cours du Moyen Age, l'espace balkanique connaît avec l'arrivée des nationalismes, à partir du siècle dernier, une rupture terrible dont les conséquences perdurent encore. Les Guerres Balkaniques, les Guerres Mondiales et la Guerre Froide sont passées en revue, en mettant en évidence leur héritage politique, ethnique et sentimental.

Le quatrième chapitre approfondit l'appartenance européenne des Balkans, en explorant ses dimensions culturelles, politiques et économiques et en essayant d'évidencier l'évolution de la conscience européenne dans la région.

Avec le 5e chapitre commence la partie de l'étude dédiée aux déterminants de l'instabilité actuelle. Les 130 pages consacrées au vaste sujet des 'Grands défis' analysent tour à tour les questions des minorités et frontières, le problème religieux, la société civile, la situation politique intérieure et extérieure (pays par pays), le tableau économique de la région et l'implication des puissances extérieures.

Le Chapitre VI, 'Les menaces concrètes', entre dans les détails du triangle Belgrade-Zagreb-Sarajevo, décrit les méandres de la 'parfaite rivalité balkanique' gréco-turque et de l'« axe orthodoxe » et l'« arc musulman », analyse le problème de '« La Grande Albanie » et la petite Macédoine' en présentant l'évolution et les perspectives de la crise de Kosovo et finit en commentant la fameuse théorie du 'complot international'.

Enfin, le septième et huitième chapitre ('Les perspectives de la sécurité balkanique' et 'Conclusions') sont consacrés à l'exploration de l'avenir des Balkans. On analyse la situation de l'espace post-yougoslave, la question des sphères d'influence, le rôle de l'OTAN et de l'Union européenne et les différentes formes de la coopération inter-balkanique. Les possibles évolutions futures sont décrites à l'aide de trois scénarios.

Dans l'Annexe, la stabilité de l'espace balkanique est analysée dans une approche quantitative qui utilise comme instrument le Risque-Pays.

Contenu de l'étude

Avant-propos.

I. Introduction: l'importance de l'espace balkanique pour la sécurité et la stabilité de l'Europe.

- a) Marginalisation et déstabilisation.
- b) L'importance stratégique.
- c) L'importance pour la construction européenne.

II. La région balkanique: limites géographiques, traits caractéristiques, liens avec les espaces limitrophes.

III. Aperçu historique.

IV. Les Balkans, partie intégrante de l'espace européen.

V. Les grands défis:

1. Minorités et frontières.

- | | |
|-----------------------|----------------|
| a) Albanie | f) Yougoslavie |
| b) Bosnie-Herzégovine | g) Macédoine |
| c) Bulgarie | h) Roumanie |
| d) Croatie | i) Slovénie |
| e) Grèce | j) Turquie |

2. Djihad ou croisade ? La religion.

- a) Un fondamentalisme orthodoxe ?
- b) Islam laïque, islam militant.
- c) Le Catholicisme.

Conclusions

3. Entre post-totalitarisme et démocratie: les avatars de la société civile et la menace de l'autoritarisme. Conséquences pour la politique étrangère.

4. La situation politique intérieure des États balkaniques.

- | | |
|-----------------------|----------------|
| a) Albanie | f) Yougoslavie |
| b) Bosnie-Herzégovine | g) Macédoine |
| c) Bulgarie | h) Roumanie |
| d) Croatie | i) Slovénie |
| e) Grèce | j) Turquie |
| | k) Conclusions |

5. Rivalités et alliances: les relations extérieures des États balkaniques.

- | | |
|------------|----------------|
| a) Albanie | f) Yougoslavie |
|------------|----------------|

- b) Bosnie-Herzégovine
- c) Bulgarie
- d) Croatie
- e) Grèce
- g) Macédoine
- h) Roumanie
- i) Slovénie
- j) Turquie
- k) Conclusions

6. « ... *si no falta el dinero* » : le tableau économique de la région.
 - a) Le manque d'homogénéité des niveaux de développement économique.
 - b) La crise économique des anciens pays communistes.
 - c) Les investissements étrangers.
 - d) Guerre et embargo.
 - e) La dépendance de l'aide étrangère.
 - f) La liberté économique.
 - g) La corruption.
7. L'héritage du bipolarisme: la Russie dans les Balkans.
8. L'implication des autres puissances.
9. Diplomatie multilatérale ou « concert des grandes puissances »?

VI. Les menaces concrètes:

1. Belgrade-Zagreb-Sarajevo après Dayton.
2. La parfaite rivalité balkanique : de l'irréductible conflit gréco-turc à l'opposition «axe orthodoxe» — « arc musulman ».
3. « La Grande Albanie » et la petite Macédoine. La crise de Kosovo.
4. "Aha! A plot" La théorie du complot international.

VII. Les perspectives de la sécurité balkanique:

1. L'espace post-yougoslave.
2. Les sphères d'influence.
3. Le rôle de l'OTAN
4. La contribution de l'Union européenne.
5. La coopération inter-balkanique.
 - Le processus Royaumont
 - L'Initiative de Coopération Sud-Est Européenne
 - La remise en marche du Processus de Coopération Multilatérale dans les Balkans
6. Trois scénarios.

VIII. Conclusions.

IX. Annexe : La stabilité balkanique depuis la fin de la guerre froide — une approche quantitative (basée sur l'emploi des niveaux du Risque-Pays des États de la région).

X. Bibliographie.

§8. Les conclusions de l'étude

Je considère utile l'inclusion dans ce Rapport de la traduction de plusieurs sections de mon étude:

- une partie du sous-chapitre VI.3, contenant les perspectives du conflit de Kosovo et ses implications pour la sécurité balkanique;
- la plus grande partie du chapitre VII, 'Les perspectives de la sécurité balkanique';
- le chapitre VIII, 'Conclusions';
- l'annexe ('La stabilité balkanique — une approche quantitative');
- la bibliographie.

Il s'agit donc des fragments essentiels de l'ouvrage, dont le contenu décrit les aspects fondamentaux des perspectives sécuritaires de l'espace balkanique.

VI. Les menaces concrètes

VI.3 'La Grande Albanie' et la petite Macédoine.

La crise de Kosovo

Nationalismes et minorités

(...)

Le contexte pan-yougoslave

(...)

L'appui extérieur

(...)

La menace d'une guerre généralisée

(...)

Autres conditionnements

(...)

La chronologie des événements

(...)

L'UCK

(...)

L'UCK contre Rugova

(...)

L'UCK après le déclenchement des attaques de l'OTAN

(...)

L'attitude du président Milosevic

(...)

Le partage de Kosovo

(...)

Les conditionnements internationaux

(...)

Pour synthétiser tous les éléments exposés jusqu'à ce point dans le présent chapitre nous allons tracer un schéma des causes de la crise de Kosovo:

A. Conditionnements de nature locale:

- le choc des nationalismes serbe et albanais;
- la radicalisation de la minorité albanaise de Kosovo dans le contexte des crises post-yougoslaves;
- la violation grave des droits de l'homme par les forces serbes de répression.

B. Conditionnements de nature régionale:

- la crise albanaise de 1997 et le flux d'armes vers Kosovo démarré au moment respectif;
- les tensions liées à la situation de la minorité albanaise de Macédoine.

C. Conditionnements de nature géostratégique:

- la diabolisation par l'Occident de l'image de la Serbie à la suite du conflit bosniaque;
- la conviction de l'opinion publique et des gouvernements occidentaux que seulement l'ingérence internationale peut empêcher la répétition des drames de Bosnie;
- la crise russe de 1998 et la dépendance de Moscou de l'appui du FMI;
- la décision des États-Unis de jouer un rôle dominant dans les Balkans par:
 - l'arrêt de la 'contamination' de la Macédoine par la crise de Kosovo, en empêchant l'éclatement d'une guerre balkanique généralisée;
 - l'effort de combattre la sphère d'influence de la Russie dans les Balkans;
 - la réduction de l'influence des autres puissances occidentales;
- la décision des États-Unis de réaffirmer leur prééminence globale et de créer un 'nouvel ordre mondial'.

Les perspectives du conflit

Nous allons explorer les modalités par lesquelles le conflit de Kosovo peut continuer et, éventuellement, se terminer.

La solution la plus simple - *Deus ex machina* - serait un spectaculaire revirement russe, qui imposerait d'une façon ultimative la cessation des attaques occidentales. Dans des telles conditions, la crise pourrait se prolonger de manière indéterminée ou pourrait prendre fin par une paix assurée par la médiation russe. Mais, étant donnée la crise et les incertitudes politiques et économiques qui affectent Moscou, on peut écarter une telle perspective comme absolument improbable.

Si les attaques de l'OTAN continuent, plus tôt ou plus tard (plus tard pouvant signifier, *in extremis*, après l'occupation de Kosovo par un corps expéditionnaire occidental), Belgrade deviendra incapable de soutenir matériellement et psychologiquement l'effort de guerre. Cette situation pourrait se traduire par l'éclatement de graves dissensions entre les dirigeants du pays, qui pourraient à leur tour conduire à une crise politique, à une tentative de coup d'État ou même à des affrontements entre l'armée et les forces spéciales de Milosevic.

Pourtant, nous considérons que l'habileté politique du président yougoslave lui permettra de remarquer assez tôt l'apparition d'une situation critique et de négocier au moment opportun l'arrêt des hostilités. En fonction des conditions sur le terrain, la partie serbe s'efforcera d'obtenir le partage de Kosovo. De toute manière, la région sera occupée par des troupes internationales (étant très probable la présence des forces de l'OTAN dans la zone albanaise et des celles russes et, disons, ukrainiennes dans la partie serbe, si on arrive - explicitement ou implicitement - à un partage). Le territoire ainsi pacifié aura un statut similaire à celui du nord de l'Iraq - qui appartient à Bagdad mais n'est pas contrôlé par lui - en se transformant dans un 'protectorat' international¹. L'UCK sera omniprésente dans le secteur albanais, sa branche politique gagnera facilement les élections organisées après trois mois et gouvernera le territoire respectif sous la protection des troupes internationales.

La seule question est liée aux perspectives à long terme du Kosovo: à l'expiration de l'état provisoire (c'est à dire après trois ans, si le projet d'accord de Rambouillet n'est pas modifié), la population albanaise votera certainement pour l'indépendance. Mais celle-ci ne peut être imposée par la communauté internationale qu'en ignorant le principe de l'inviolabilité des frontières, adopté à Helsinki, et en créant ainsi un précédent dangereux. Il semble plus logique que l'Occident essaye de 'corrompre' Belgrade: si on accepte le partage et une partie de la région est rétrocédée à la Serbie et, d'un autre coté, la nécessaire reconstruction du pays commence à être financée par la communauté internationale, la direction yougoslave finira probablement par l'acceptation d'une solution raisonnable pour toutes les parties. Comme les accords de Dayton l'ont démontré, les actions du président Milosevic sont extrêmement logiques et il ne perdrait pas une opportunité si avantageuse.

Conséquences pour la sécurité de l'espace balkanique

Évidemment, il ne s'agit pas des conséquences actuelles - car à présent les purifications ethniques de Kosovo et les bombardements de l'OTAN ont poussé la région dans une situation d'évidente instabilité - mais des conséquences prévisibles pour la période d'après la fin de la crise.

On peut remarquer deux changements majeurs d'attitude, dus en bonne mesure à l'expérience bosniaque mais produits seulement dans le contexte de la crise de Kosovo:

- la prise de conscience par les États-Unis et l'Europe Occidentale de la nécessité de leur implication rapide et énergique dans la solution des crises de la région;
- l'apparition d'une composante économique des plans destinés à la stabilisation des Balkans.

¹ Prados, Luis - „Westendorp: «La solución en Kosovo es un protectorado internacional»”, *El País* du 9 mai 1999; Vidal-Folch, Xavier - „La Unión Europea se ofrece a administrar Kosovo como solución para un alto el fuego”, *El País* du 15 avril 1999.

Autrement dit, la sortie - au moins temporaire - de la région balkanique de sa perpétuelle marginalisation.

En termes géostratégiques, l'élément principal est représenté par la confirmation de la volonté des États-Unis de maintenir leur présence - et même leur hégémonie - dans l'espace balkanique. Bien sûr, il ne s'agit pas d'une évolution de nature à enchanter les nombreux nationalistes ou filorusses de la région, mais les événements des huit dernières années démontrent que la gestion des crises balkaniques a été impossible en l'absence des Américains. Dans quelle mesure l'utilité de leur présence peut être réduite par l'hégémonie de Washington est un aspect qui sera discuté dans le chapitre suivant.

Réciproquement, la sphère russe d'influence dans les Balkans a enregistré un grave reflux. Même si la nouvelle Yougoslavie restera pro-russe, son potentiel politique et militaire sera largement réduit. D'un autre côté, la façon dans laquelle les États-Unis ont réussi à coaliser l'Occident et tous les autres pays balkaniques contre Belgrade, sans que la Russie puisse intervenir, constitue un avertissement sérieux contre toute tentation d'adhésion à une alliance avec Moscou.

Les conséquences sur les positions des autres puissances occidentales dans les Balkans ne sont pas encore claires. Pour le moment, la présence américaine est si forte qu'elle semble ne plus laisser de place à personne d'autre - mis à part le cas des hommes politiques des États ouest-européens qui font des visites pour démontrer aux gouvernements balkaniques la sagesse de la politique *américaine*, bien sûr attribuée à l'OTAN tout entier. Mais les débats intérieurs de France et d'Allemagne montrent clairement l'existence des tendances divergeantes qui ne tarderont pas à se faire sentir inclusivement par des actions dans les Balkans. La fin du conflit sera aussi, très probablement, la fin de l'actuelle communauté occidentale de vues, en marquant à la fois le retour à la politique d'établissement des sphères d'influence. La rivalité gréco-turque, inopérante pour le moment, retrouvera elle aussi son intensité habituelle.

Enfin, la massive présence internationale a eu le mérite d'empêcher l'élargissement de la crise de Kosovo à la Macédoine, qui aurait pu déclencher une guerre généralisée. Le 'cordon sanitaire' construit par l'OTAN autour de la nouvelle Yougoslavie garantit l'endiguement du conflit et la localisation de la crise, en éloignant la perspective d'une déstabilisation ample et de durée.

Il est très probable que la fin du conflit se solde de l'imposition d'un 'protectorat' international sur le Kosovo, qui gèlera pour au moins trois ans les évolutions de la région. Après cet intervalle, il est même possible qu'on proclame son indépendance, si Belgrade sera convaincu à le permettre en échange d'une portion du Kosovo et de l'appui économique nécessaire pour la reconstruction du pays. Dans le cas contraire, comme nous l'avons déjà dit plus haut, la présence internationale se prolongera d'une façon similaire à celle du nord d'Iraq et la nouvelle Yougoslavie continuera à être maintenue en dehors de la communauté internationale et à ne pouvoir représenter qu'un acteur incomplet sur la scène politique de l'espace balkanique.

En tout cas, la présence - politique et militaire - internationale aura comme principal effet la stabilisation de la situation de Kosovo et de la région contiguë et apportera une contribution décisive à inhiber l'élargissement de la crise à la Macédoine, en éliminant ainsi la principale menace actuelle à la stabilité des Balkans.

VII. Les perspectives de la sécurité balkanique:

1. L'espace post-yougoslave

Incontestablement, pendant la dernière décennie l'ancienne Yougoslavie a constitué la principale source de déstabilisation de la région. (...)

Le problème que nous allons analyser en continuation est celui de la déstabilisation d'une autre zone de la nouvelle Yougoslavie. Le **Monténégro** ne semble pas un candidat plausible, étant donnée la similitude - presque l'identité - entre Serbes et Monténégrins. Les disputes entre Belgrade et Podgorica ont comme source évidente et unique la lutte entre les deux directions politiques et ne disposent pas d'un appui populaire. Nous n'éliminons pas complètement la possibilité de la sécession, mais nous considérons qu'elle serait possible seulement dans le cas et sous la protection d'une présence internationale au Monténégro. Cas dans lequel la 'crise' respective serait similaire à celle de Slovénie et, bien que du point de vue stratégique elle nuirait gravement au potentiel de la Serbie, les implications directes sur la stabilité de la région seraient minimales.

Au contraire, le **Sandjak**, habité par des musulmans et comparé en permanence avec la Bosnie, pourrait être le théâtre d'un nouveau Kosovo, particulièrement dans les conditions créées par la sécession de celui-ci. Pourtant, étant données ses dimensions réduites est sa position géographique - son territoire a été partagé par la Serbie et le Monténégro, qu'il séparait auparavant - la résistance armée contre les forces serbes serait extrêmement difficile. Le nombre des Slaves musulmans de Sandjak est de seulement 230.000 et leur capacité de faire face aux troupes yougoslaves ne peut être que très réduite.

Si on prend en compte le cas de la séparation du Monténégro sous la protection des troupes occidentales, la partie serbe de Sandjak deviendrait une région frontalière de la Serbie et ses chances de sécession seraient considérablement accrues. Il reste néanmoins un obstacle: la réussite serait conditionnée par l'appui du gouvernement de Podgorica. Or, celui-ci serait mis dans la situation de faciliter la séparation du Sandjak serbe, voisin du Sandjak monténégrin; en contribuant ainsi à la préparation de la sécession de sa propre province et à la création d'une formation politique musulmane qui lui couperait définitivement les liaisons terrestres avec la Serbie. Il est très peu probable qu'un tel scénario soit mis en oeuvre. Même si dans le Sandjak il y a des troubles, ils pourront être étouffés sans grandes difficultés par les troupes de Belgrade et il existe une probabilité extrêmement réduite pour que la crise répète l'évolution enregistrée par le Kosovo.

Un dernier cas est celui de la **Voï vodine**. Nous avons montré dans le sous-chapitre V.1.f) que la structure ethnique de 1991 (57,3% Serbes, 16,9% Hongrois, 8,4% 'Yougoslaves', 3,7% Croates, 3,2% Slovaques, 2,2% Monténégrins) a été largement modifiée par l'émigration d'une partie des Hongrois et des Croates et par l'établissement dans la région de plusieurs centaines de milliers de réfugiés serbes de Croatie et de Bosnie (pour un total de 2 millions d'habitants en 1991). Il est probable que les Serbes représentent à présent 75-80% de la population de la Voïvodine et que les Hongrois ne dépassent pas 10%. En admettant qu'ils sont concentrés dans le nord de la région (à la frontière avec la Hongrie) et que dans cette portion on peut parler d'un pourcentage plus

élevé, il reste pourtant fort discutable la volonté d'une minorité si réduite de provoquer une crise qui se solderait par l'intervention brutale des forces serbes.

Un tel scénario pourrait se produire dans une seule circonstance: l'existence d'un appui ferme de la part de la Hongrie voisine. Mais Budapest, déjà membre de l'OTAN, a la chance historique de pouvoir adhérer à l'Union européenne et d'obtenir de cette manière par rapport à ses voisins orientaux et méridionaux la même position privilégiée que la Grèce emploie pour dominer ses voisins du Nord. Il est évident que l'implication directe dans un conflit post-yougoslave saboterait d'une façon dramatique les chances de l'adhésion hongroise à l'UE et nous avons les plus grands doutes quant à la possibilité que Budapest commette une telle erreur.

De plus, si la Hongrie risquait un conflit avec Belgrade pour la peu nombreuse minorité magyare de Voïvodine, il est évident que le même raisonnement lui imposerait des attitudes similaires par rapport aux minorités beaucoup plus importantes de Slovaquie et de Roumanie; ce qui équivaldrait à la transformation de Budapest en principal facteur destabilisateur de toute l'Europe Centrale et Orientale. Mais rien dans la situation actuelle ne permet la construction d'une hypothèse si hasardée; au contraire, il est évident que la politique pro-européenne de tous les gouvernements magyars suit systématiquement l'intégration dans le système des valeurs européennes et l'adhésion à l'Union européenne.

Par conséquent, nous considérons que la Voïvodine ne figurera pas sur la carte des crises post-yougoslaves et que, après la solution de la crise de Kosovo et, dans le pire des cas, après un court épisode qui impliquerait le Sandjak et/ou le Monténégro, la nouvelle Yougoslavie arrivera au bout des tumultueuses évolutions de la dernière décennie. En cessant d'être une source d'instabilité régionale et en récupérant progressivement le statut d'acteur normal de la scène politique des Balkans.

2. Les sphères d'influence

Nous avons montré que, si le duel gréco-turc a été marqué par des renversements qui ont empêché la séparation durable de la région dans un 'arc musulman' et une 'axe orthodoxe' rivaux, l'implication des puissances extérieures à l'espace balkanique a conduit à la création des sphères d'influence plus ou moins bien définies: russe (la nouvelle Yougoslavie; pendant le gouvernement Videnov, la Bulgarie), allemande (la Slovénie et la Croatie), américaine (la Bosnie, la Turquie; l'Albanie pendant le gouvernement Berisha); dans d'autres cas, on essaie d'instaurer des relations d'alliance ou de créer des condominiums (la Russie en Grèce; la France en Roumanie, peut-être en Bulgarie et éventuellement en Turquie; jusqu'à un certain point, l'Italie en Albanie).

Visiblement, ce phénomène n'a pas encore atteint la maturité. De plus, le rôle prédominant joué par les États-Unis dans le cadre de la crise de Kosovo, l'alignement des puissances ouest-européennes aux positions américaines et l'incapacité de la Russie de réactionner ont abouti en 1999 à l'imposition d'une vraie hégémonie américaine dans la région, très visible au moment de l'adhésion de tous les gouvernements balkaniques à la politique du 'cordon sanitaire' anti-serbe, bien que les

opinions publiques des pays respectifs étaient souvent favorables à la cause de Belgrade. Cette hégémonie, même temporaire, a affecté gravement les sphères mentionnées. Pour donner seulement un exemple, la Croatie reste très liée à l'Allemagne, mais la chance inespérée d'entrer dans les grâces d'une Amérique jusqu'alors hostile a déterminé à Zagreb une attitude complètement pro-américaine.

Néanmoins, il est très probable de revenir à la situation initiale au moment du dépassement de la crise de Kosovo et de la 'croisade' dirigée par Washington; par suite, la construction des sphères d'influence, retardée de quelques années, retrouvera son rythme.

Comme nous l'avons déjà affirmé au long du présent ouvrage, le grand problème des sphères d'influence édifiées dans les Balkans réside dans le potentiel conflictuel qu'elles accumulent, en le relâchant périodiquement. La fin du XIXe et le début du XXe siècle démontrent clairement le fait que les États balkaniques détiennent l'art d'instrumentaliser l'appartenance à une sphère d'influence pour maximiser leur propre potentiel et pour pouvoir s'engager ainsi dans des conflits locaux qu'autrement ils auraient essayé d'éviter. Au moment où la situation devient tensionnée - une Russie jirinovskienne ou communiste? - l'étincelle générée par un négligent incident balkanique et amplifiée par les sphères d'influence peut allumer la planète selon le dramatique scénario expérimenté en 1914.

C'est pour cette raison que nous considérons que le partage complet de l'espace balkanique entre telles sphères constitue la plus grave menace contre la stabilité régionale: même les incertitudes (marquées par les guerres post-yougoslaves) des dix dernières années ne sont pas comparables aux 'certitudes' qu'on obtiendrait de cette façon.

3. Le rôle de l'OTAN

Dû à la crise de Kosovo, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord bénéficie dans les Balkans, autrement que dans le reste du continent, d'une double - et paradoxale - image.

D'un côté, il s'agit d'une machine militaire qui intervient contre un des États de la région dans des conditions qui, en dernière instance, pourraient être reproduites dans n'importe quel autre pays balkanique. Si les gouvernements n'ont pas eu le choix, les opinions publiques des États respectifs ont ouvertement exprimé leurs réserves et même la peur provoquée par la création d'un tel précédent.

D'un autre côté, l'appartenance à l'OTAN et les incommensurables garanties de sécurité qui y sont associées restent une aspiration commune de tous les États des Balkans (à l'exception prévisible de la nouvelle Yougoslavie). Pour Bucarest, le rejet de 1997 de sa candidature a constitué une déception nationale et au sommet de Washington de 1999 la Roumanie et la Slovénie ont insisté pour être au moins placées à la tête de la liste des candidats reportés *sine die*. À Sofia, l'absence pour la Bulgarie de cette consolation morale accordée au pays voisin a généré de vifs

mécontentements et l'accusation de discrimination². Pour l'Albanie et surtout pour la Macédoine, l'adhésion à l'OTAN représente le *summum* des aspirations sécuritaires qu'elles pourraient envisager, privilège infiniment supérieur à quelconque alliance avec la Turquie ou la Grèce.

Pourtant, l'élargissement de l'OTAN à cette région ne semble pas être pris sérieusement en considération en particulier par Washington (nous rappelons qu'à Madrid la France a soutenu énergiquement la cause de la Roumanie et l'Italie s'est prononcée pour l'acceptation de la Slovaquie; mais l'opposition ferme des États-Unis a bloqué les deux initiatives).

Une des raisons est certainement le désir de ne pas antagoniser la Russie; l'admission à l'alliance de seulement trois pays de l'Europe Centrale illustre une retenue qui a probablement flatté Moscou et n'a pas fourni au camp anti-occidental de la Russie des arguments significatifs par rapport à ceux déjà existants.

Mais il est évident qu'il y a aussi une autre justification. Selon toutes les apparences, les E.-U. ont craint d'accepter dans l'OTAN des États appartenant à une zone si instable que celle balkanique.

En premier lieu, comme nous l'avons affirmé dans le chapitre précédent, il s'agit de pays qui ont comme spécifique l'art de l'emploi d'une telle relation spéciale pour augmenter leur potentiel dans les confrontations régionales; confrontations qu'ils ne considèrent pas nécessaire d'éviter. Pour donner deux exemples, la Bulgarie de Jivkov a pu tensionner au maximum les relations avec la Turquie parce qu'elle se savait protégée par l'URSS; et l'Albanie du président Berisha, fermement soutenue par les E.-U., a considéré opportun à un certain moment d'appuyer la sécession de la minorité albanaise de la Macédoine voisine, bien que de cette façon il était possible d'aboutir à une guerre balkanique que, seule, Tirana n'aurait pas assumé.

Deuxièmement, une situation encore plus difficile serait créée si un État balkanique récemment accepté dans l'OTAN enregistrerait la (re)accession au pouvoir d'un parti pro-russe et anti-occidental, comme, par exemple, les socialistes bulgares. À la différence de la République Tchèque, de la Pologne ou de la Hongrie, beaucoup des partis ex-communistes des Balkans sont seulement superficiellement réformés et ne partagent que dans une mesure réduite la conviction que la chance unique de leurs pays réside dans le rapprochement par rapport à l'Occident.

L'attitude américaine semble donc explicable et il est probable qu'elle se maintienne au moins pendant quelques années.

Néanmoins, l'acceptation de certains États balkaniques est possible sans les risques que nous venons d'exposer. La Roumanie - et, évidemment, la Slovaquie - n'avoisinent pas des zones de conflit, n'ont pas de disputes avec d'autres États des Balkans et leurs partis de gauche ont des attitudes pro-occidentales (au moment de la demande par l'OTAN de l'accès permanent à l'espace aérien de la Roumanie pour des missions contre la nouvelle Yougoslavie, les ex-communistes roumains ont voté, en dépit de leur attitude prépondérante pro-serbe, en faveur de cette permission; une dérive pro-russe après l'adhésion à l'OTAN semble, dans ce contexte, très peu plausible). À son tour, la Croatie d'après Tudjman pourrait être un autre candidat acceptable.

² V. Tudorova, Maria - „La Bulgarie - entre le discours culturel et la pratique politique”, *Politique Étrangère* No.1/1998, page132.

De plus, l'adhésion à l'OTAN (et le rapprochement de l'Union européenne) représenteraient une modification fondamentale de la situation extérieure de n'importe quel des États balkaniques. Il est difficile à imaginer qu'un tel changement n'aurait pas des implications positives en plan intérieur et que les partis communistes persisteraient dans une contre-productive attitude anti-occidentale au lieu d'exploiter les avantages considérables de l'intégration dans le camp occidental.

À son tour, l'alliance nord-atlantique disposerait de puissants moyens de persuasion des nouveaux membres et pourrait faire appel à leur solidarité d'une façon beaucoup plus naturelle qu'au moment actuel, où les actions anti-yougoslaves ont provoqué dans les rangs de l'opinion publique de Bulgarie et de Roumanie de vraies résurrections des incertitudes identitaires. Le problème de l'appartenance à l'Occident des États acceptés serait résolu une fois pour toutes et l'OTAN disposerait de solides points d'appui à l'intérieur de l'espace balkanique, utiles et pour la stabilisation de la région et pour contrecarrer la sphère russe d'influence dans les Balkans.

Un dernier aspect: aussi longtemps que les pays de la région doivent se contenter de l'*ersatz* du Partenariat pour la Paix, l'OTAN reste une notion générique derrière laquelle on peut facilement déceler les intérêts de ces principaux membres et en particulier des Américains. Cette situation fait que la perception générale des actions de l'alliance soit associée, comme dans le cas de la crise de Kosovo, à l'élargissement de la sphère d'influence des É.-U. - circonstance de mauvais augure pour l'attitude des États de la région et de leurs opinions publiques. Au contraire, l'intégration dans les structures atlantiques apportera, dans les conditions de la même hégémonie américaine, un degré de liberté beaucoup plus élevé et la possibilité du rapprochement d'autres États ouest-européens; autrement dit, l'entrée non dans la sphère américaine d'influence mais dans celle, beaucoup plus vaste, plus complexe et, donc, plus acceptable, des intérêts occidentaux.

En conclusion, les risques de l'élargissement de l'OTAN aux Balkans sont compensés par d'incontestables avantages. Les réserves des États-Unis à ce sujet doivent être donc associées plutôt à une indécision déjà dépassée par leur engagement ferme et global dans la crise de Kosovo. La continuation logique de cet engagement est l'acceptation de l'élargissement progressif de l'alliance aux pays de la région et leur ancrage ferme dans l'intérieur du bloc occidental.

4. La contribution de l'Union européenne

Un autre facteur stabilisateur pour la région est représenté par l'implication économique et politique de l'Union européenne. Paradoxalement, l'absence d'une composante militaire et l'existence d'une pluralité politique - perçues en Occident comme des handicaps majeurs de l'Union - constituent un avantage significatif: dans les Balkans comme dans le reste de l'Europe Occidentale, personne ne ressent des menaces de la part de l'UE, pendant que l'OTAN a ses nombreux adversaires et détracteurs. Personne ne circonscrit l'appui économique communautaire à des obscurs intérêts impérialistes. Et personne - même les nationalistes ou les groupements pro-russes - ne peut rejeter le beau rêve de la prospérité de type occidental que l'opinion publique associe inconditionnellement à l'adhésion à l'Union.

Nous avons déjà présenté dans le sous-chapitre V.6 l'important appui que Bruxelles apporte aux économies balkaniques et aux processus de transition et de réforme de ces pays. Le grand mérite de l'Union est la mise de l'accent non sur les décisions macro-économiques, comme dans le cas du Fonds Monétaire International, mais sur l'harmonisation et l'introduction du savoir faire occidental dans les aspects essentiels des structures et procédures à caractère économique, juridique, administratif et social. Le résultat est la modification profonde des sociétés balkaniques et la création des conditions d'un nécessaire changement de mentalités; évolution infiniment plus importante pour la stabilité de la région que toutes les actions que l'OTAN pourrait entreprendre.

Il n'est pas moins vrai que l'effet des telles actions ne peut être que lent et que, à court et même moyen terme, elles ne peuvent pas contribuer d'une manière décisive à 'pacifier' la région. La seule évolution réellement tranchante pour les États balkaniques serait l'adhésion à l'Union. La Slovénie, la Roumanie et la Bulgarie sont sur la 'liste d'attente', mais seulement Ljubljana a été acceptée pour le premier - et probablement le seul - élargissement. La réalité économique des États balkaniques est, comme nous l'avons vu, désastreuse et les problèmes ne sont pas conjoncturels mais prépondérément structurels. Leur situation est incompatible avec les critères communautaires et il ne serait pas réaliste de prévoir des changements fondamentaux pour l'avenir proche. L'élargissement de l'espace économique de l'Union européenne à la région balkanique ne sera pas possible avant 15-20 ans.

Cet intervalle pourrait néanmoins être réduit grâce à la très récente idée d'un Plan Marshall balkanique - l'ainsi nommé Pacte de Stabilité pour les Balkans - organisé pour effacer les conséquences de la crise de Kosovo et diminuer les causes socio-économiques de l'instabilité régionale. Cette initiative démontre que l'Union européenne assume le rôle imposé par ses aspirations continentales et mondiales; et représente au même temps un facteur fondamental pour le relancement des économies balkaniques et pour l'élimination des causes profondes de l'instabilité politique responsable pour les traumatismes de la dernière décennie.

Enfin, la non-adhésion à l'UE n'empêche pas l'approfondissement de la coopération des États associés aux initiatives du deuxième et troisième pilier de la construction communautaire (la Politique Extérieure et de Sécurité Commune et respectivement Justice et Affaires Intérieures). Le dialogue et la coopération politique, l'harmonisation législative, l'admission, à un moment donné, dans l'espace Schengen, et en général tous les éléments associés à ces domaines conduiront à l'apparition des liaisons complexes et puissantes entre les pays en discussion et l'Union. Liaisons qui sortiront progressivement les Balkans de la marginalisation en les propulsant sur la voie suivie aujourd'hui par l'Europe Centrale.

La 'puissance civile' qui est l'Union européenne constitue la plus attirante, la plus constante et la plus naturelle des relations extérieures des États balkaniques. L'intensification des efforts de Bruxelles à l'adresse des Balkans peut être coûteuse; mais il s'agit d'un prix infime par rapport aux bénéfices ainsi obtenus en ce qui concerne la stabilité et le développement de la région.

5. La coopération inter-balkanique

Comme nous l'avons montré au chapitre III, le Pacte Balkanique a représenté entre les deux guerres mondiales une admirable forme de coopération. Mais, après le déclenchement de la Guerre Froide, le Rideau de Fer superposé aux adversités et rivalités locales faisait impossible toute cohésion politique de l'espace balkanique. Toutes les initiatives de coopération lancées par les différents dicateurs locaux étaient de simples manoeuvres à but propagandistique (si elles ne constiueaient les formes de manifestation d'une grandomanie malade), vouées dès le début à un prévisible échec. Aussi longtemps que deux des États de la région appartenaient à l'OTAN (et étaient sur le point de s'attaquer réciproquement, en particulier après la crise de Chypre), deux au Traité de Varsovie et l'Albanie pro-chinoise et la Yougoslavie non-alignée avaient adopté des lignes politiques séparées, personne ne pouvait croire avec sincérité aux chances d'une forme quelconque de coopération régionale.

Après la chute du communisme, les incertitudes de chaotiques évolutions intérieures, le visible désintérêt occidental et les craintes inspirées par les crises yougoslaves ont déterminé la création d'un état de désorientation sur l'arrière plan de laquelle ont surgi les alliances - réciproquement hostiles - animées par Ankara et Athènes. Les initiatives de collaboration n'ont pas été absentes (le projet du 'corridor no.8', qui a déclenché la 'Guerre des Routes', est le meilleur exemple) mais elles ne faisaient que matérialiser les rivalités régionales et, implicitement, ne pouvaient pas contribuer à la stabilité de la région.

Il est évident qu'une coopération réelle ne peut pas avoir succès que si au moins la majorité des États impliqués dépassent leurs animosités réciproques. Entre les deux guerres mondiales, l'Albanie et la Bulgarie - mécontentes par leurs frontières - ont maintenu une attitude obstructionniste, mais leur potentiel était trop réduit pour qu'elles puissent saboter le processus qui à abouti par la création du Pacte Balkanique.

De plus, la majorité dont on vient de parler doit être animée par un intérêt commun suffisamment fort. Dans le cas mentionné, il s'agissait de la conservation du *statu-quo*, et son importance pour la politique des Etats membres a été suffisante pour garantir le bon fonctionnement de l'Alliance Balkanique jusqu'à l'éclatement de la guerre mondiale. Au contraire, dans une période où le démembrement de la Yougoslavie générait de façon presque continue de nouvelles entités étatiques, l'appui du *statu quo* équivalait à l'appui de Belgrade et constituait dans une mesure très réduite un intérêt général; et aucune autre idée ou initiative politique n'a été assez forte pour solidariser les gouvernements de la région.

Mais, en dépit des forts antagonismes qui divisent à présent les Balkans, il a commencé - surtout pendant les trois dernières années - à se contourner un état d'esprit en quelque sorte similaire à celui qui a suivi la première guerre mondiale (guerre qui n'avait fait que continuer dans la région les deux guerres balkaniques, en étant à son tour continuée par les conflits roumano-hongrois, gréco-turc etc.): une quasi-générale exaspération devant les interminables crises et confrontations qui étaient devenues l'attribut le plus visible de la région. Situation dans le contexte de laquelle on a commencé à promouvoir une série d'initiatives ayant comme objectif la transposition de la coopération inter-balkanique du plan des déclarations dans celui de la réalité.

(...)

Le Processus de Royaumont

(...)

L'Initiative de Coopération Sud-Est Européenne

(...)

La Reprise du Processus de Coopération Multilatérale dans les Balkans

(...)

On doit remarquer que, à la différence de la période précédente, nous sommes à présent - ou nous avons été, jusqu'à l'aggravation de la crise de Kosovo - les témoins d'une intensification visible des initiatives et des actions de coopération régionale dans les Balkans. Comme nous l'avons déjà dit, l'explication réside dans l'apparition d'un désir de plus en plus net (et général) de retour à la normalité; situation qui permet la conclusion optimiste que, après le dépassement du moment Kosovo, nous assisterons à une dynamique très accentuée du phénomène de rapprochement des États balkaniques. En exceptant, bien évidemment, le cas où des facteurs extérieurs - comme le partage de la région entre les sphères d'influence des puissances extérieures - détermineraient une allure des évolutions futures complètement différente.

6. Trois scénarios

Un observateur qui se propose l'extrapolation à moyen ou même à long terme des tendances actuelles de la politique balkanique doit prendre en considération les potentialités illustrées par trois étapes distinctes de l'histoire de la région:

— l'instabilité - fortement accentuée par les nationalismes et par la fragmentation de la région en sphères d'influence des puissances extérieures - de la fin du XIXe siècle et du début du XXe;

— la stabilité d'entre guerres, due en particulier à l'autoimposition d'une discipline de groupe (basée sur le maintien du *statu quo* territorial et institutionnalisée par la création du Pacte Balkanique) en réponse au désir général de dépassement d'une décennie de guerres;

— l'instabilité chaotique des années '90, caractérisée par des évolutions et tendances contradictoires spécifiques à une marginalisation géostratégique de type tiers-mondiste.

D'une manière de plus en plus visible, cette dernière étape instable s'approche de sa fin:

a) Nous sommes près de l'épuisement du potentiel conflictuel de l'ex-Yougoslavie par la simple inexistence de nouvelles provinces sécessionnistes. Le Kosovo est pratiquement perdu pour Belgrade. Nous avons montré que ni le Sandjak, ni la Voïvodine ne peuvent pas générer de crises similaires, à l'exception du cas - improbable - où la Hongrie abandonnerait son destin européen en faveur d'une absurde politique irrédentiste. Enfin, le Monténégro pourra se séparer de la Serbie seulement dans le contexte d'une présence militaire occidentale, cas où celle-ci neutraliserait toute intervention yougoslave.

b) Comme après la première guerre mondiale, les peuples de la région ont commencé à être fatigués par les crises, les massacres, les bombardements et les purifications ethniques. Il est de plus en plus évident le désir général de dépassement des traumatismes des dix dernières années et le relancement (avant Kosovo) de la coopération inter-balkanique sur plusieurs plans constitue une preuve incontestable de ce changement d'attitude. La logique intérieure de l'espace balkanique évolue, enfin, vers le non-conflictuel.

c) L'implication de plus en plus puissante de l'Occident et en particulier des Américains démontre le fait que les Balkans commencent à dépasser la marginalisation des dernières décennies. L'énergique implication en Bosnie (qui a conduit à la signature des accords de Dayton), le lancement de l'Initiative de Coopération Sud-Est Européenne ou l'attitude ferme adoptée dans la crise de Kosovo montrent que les É.U. se sont réellement décidés pour le *'Third American Empire, with a Balkan frontier'*. Circonstance qui modifie de façon fondamentale les déterminants de la sécurité balkanique, grièvement affectée dans le passé par le désintérêt et la peur d'implication de l'Occident.

d) Néanmoins, cette sortie de la marginalité est accompagnée par l'accentuation de la tendance de partage de la région entre les sphères d'influence des puissances extérieures, dont la tendance naturelle est l'évolution vers une situation similaire à celle d'avant 1914.

Nous considérons que ces évolutions peuvent se traduire par trois scénarios alternatifs:

1. Le détensionnement pas très rapide mais constant des relations interbalkaniques par l'intensification et la généralisation des formes de coopération régionale, l'implication massive de l'Union européenne, l'élargissement de l'OTAN et le reflux des sphères d'influence (ou au moins le maintien d'un environnement mondial et régional qui puisse assurer l'absence des tensions entre les puissances tutélaires de ces sphères). Les poussées nationalistes - comme tous les autres facteurs déstabilisateurs de nature intérieure - deviennent progressivement inoffensifs, les sociétés civiles se mûrissant dans un rythme raisonnable. Une évolution linéaire fait qu'en 7-10 ans tous ces processus soient conclus.

Un tel scénario est, visiblement, très optimiste. Même si toutes les autres conditions extérieures pouvaient être accomplies, il semble très peu probable que les politiques balkaniques de la Russie et des États-Unis n'entre en collision. Il est encore moins probable que la rivalité gréco-turque enregistre dans le proche avenir une atténuation significative. Quant aux effets bénéfiques de l'implication communautaire, ils auront besoin de beaucoup de temps pour devenir dominants et contribuer à un difficile renversement de mentalités.

Pourtant, ce scénario n'est pas impossible. Mais sa matérialisation dépend de manière cruciale des évolutions extérieures et de l'ampleur de l'engagement occidental dans la région.

2. Le maintien des sphères d'influence en leur situation actuelle, c'est à dire à un niveau largement inférieur par rapport au début du siècle.

Nous avons en vue leur extension géographique (à présent il y a des États qui n'appartiennent à aucune sphère et des États qui répondent d'une façon plus ou moins égale aux efforts de séduction de deux puissances extérieures) et l'intensité des relations spéciales qu'elles

matérialisent (en 1914, la Russie est entrée en guerre à cause de ses relations avec Belgrade; visiblement, les choses sont aujourd'hui complètement différentes).

Cette 'imaturité' laisse place non seulement à des initiatives régionales (s'agissant soit de la coopération pan-balkanique, soit des efforts grecs ou turcs de reconstruction des alliances locales), mais aussi à une réelle implication des structures occidentales (Union européenne mais également OTAN) où prime l'approche multilatérale.

Le principal mérite d'une telle situation serait l'atténuation de la dureté des antagonismes et conflits régionaux, sans qu'ils disparaissent. En dernière instance, le duel de 'l'arc musulman' et de 'l'axe orthodoxe' de 1991-1995 s'est résumé à des crises hostiles. Naturellement, leur répétition n'est pas désirable; mais elle est de loin préférable à la crise déroulée dans la même période en Bosnie.

Cette perspective semble assez réaliste en particulier à cause de la persistance des déterminants de nature socio-économiques des évolutions balkaniques. Le contexte extérieur est en plein changement, l'opinion publique désire l'arrêt des guerres, mais la majorité des États de la région ressentent encore les rigueurs d'une économie falimentaire qui déstabilise la situation politique et retarde la reconstruction de la société civile. Le nationalisme et le néo-communisme n'ont pas disparu, l'option pro-occidentale coexiste souvent avec le rejet au moins partiel des actions ou points de vue des capitales ouest-européennes ou américaines - et à un contexte si labyrinthique il serait difficile qu'il corresponde une évolution ferme et rapide vers les certitudes optimistes du premier scénario. Au contraire, la voie de milieu de ce scénario No.2 semble capable de donner une réponse adéquate à des déterminants contradictoires et d'anticiper d'une manière plausible les évolutions balkaniques des prochains 5-7 ans.

3. La 'maturation' et la rigidisation des sphères d'influence et leur encadrement dans les règles du jeu de somme nulle du début du siècle.

Le retour - total ou partiel - de la Russie à une attitude antagonique par rapport à l'Occident et en particulier aux É.U., l'apparition des divergences dans la politique balkanique des puissances occidentales (inclusivement à cause du rejet de l'hégémonie américaine), dans un mot le dépassement de l'actuel unipolarisme mondial - et implicitement régional - en faveur d'un multilatéralisme marqué par des aspérités ferait presque obligatoire une telle évolution.

Évidemment, ni les initiatives régionales, ni les évolutions intérieures n'auraient qu'une importance minimale, la sécurité de l'espace balkanique devenant une dérivée des relations entre les puissances extérieures. Les Balkans se transformeraient de nouveau dans un baromètre de la politique mondiale et dans un malheureux terrain de manœuvre politico-diplomatique et militaire; les crises deviendraient une permanence et le but unique de la politique des États de la région resterait la survie.

Pour le moment, ce scénario semble improbable. Mais il a le dramatique 'mérite' de pouvoir s'activer n'importe quand: cinq ou dix ans d'évolutions concordantes à un des deux précédents scénarios pourraient être annulés sans problèmes par les caprices du contexte mondial, les Balkans glissant rapidement vers l'instabilité cohérente et systématique qui a précédé 1914.

Il s'agit donc de trois scénarios à une visible gradualité de l'instabilité régionale. Et l'encadrement dans les lignes dominantes d'un ou d'autre de ces scénarios sera prépondérément

déterminé par l'évolution de la politique mondiale - autrement dit, par des facteurs indépendants des actions des États et des peuples de la région.

VIII. Conclusions

Le compliqué et peu optimiste tableau de l'espace balkanique esquissé dans les chapitres précédents réunit des éléments qui se prêtent difficilement à une hiérarchisation. L'identification du 'facteur critique' de l'actuelle instabilité est, à cause du singulier, impossible: en réalité il s'agit d'un ensemble de facteurs également critiques, dont l'action complexe garantit l'échec de toute approche simplificatrice.

Les perspectives ne sont, elles non plus, faciles à interpréter. Si nous avons pu esquisser trois scénarios et un élément - l'attitude des puissances extérieures - qui influencera en grande mesure le destin de la région, on doit prendre en compte le fait d'avoir volontairement recouru à une simplification qui ne couvre ni les nombreuses variantes intermédiaires, ni les diverses conséquences que les plus imprévisibles facteurs peuvent avoir sur les détails de l'évolution future.

Dans ce contexte dont les nuances labyrinthiques rappellent l'univers de Borgès, on peut toute même déceler une certitude primordiale: l'importance extrême de l'espace balkanique pour la sécurité sur multiples plans de l'Europe, avec toutes les interprétations, généreuses ou restrictives, que ce terme autrefois géographique peut recevoir. La stabilité des Balkans détermine la stabilité européenne et le chaos de la péninsule trouvera un inévitable reflet à l'échelle du continent, inclusivement - et particulièrement - à celle de l'Europe communautaire. D'où le devoir vers elle-même de celle-ci d'apporter sa contribution à la sécurité balkanique et d'essayer de redécouvrir la discutée, la difficile mais la réelle européanité des peuples des Balkans.

En nous assumant les risques d'un résumé nécessairement imparfait, nous considérons que les principaux déterminants **intérieurs** de la sécurité de cette région ont deux lignes de force: la désastreuse situation socio-économique et la 'crise de puberté' de la société civile; aspects interdépendants qui proviennent du même héritage du totalitarisme communiste ou - en Grèce et surtout en Turquie - d'un prolongé et néfaste autoritarisme.

Le fruit le plus visible de ces deux éléments qui se renforcent mutuellement est le souvenir - funeste - d'une autre époque: le nationalisme. En suivant les évolutions sur le terrain, il existe la tentation de diriger un doigt accusateur vers la mosaïque ethnique et religieuse de la région: il y a des guerres parce qu'il y a des minorités. Mais ce n'est pas la question des minorités et des frontières en soi qui constitue le problème; c'est son approche dans une perspective conflictuelle. Il y a des guerres parce qu'il n'y a pas de volonté d'une solution pacifique des possibles disputes; et le cercle vicieux *société civile immature - nationalisme - conflit - crise économique - niveau de vie réduit - société civile immature* menace de se transformer dans un perpetuum mobile dont l'arrêt est possible seulement à travers une impulsion extérieure.

Une autre tentation est celle de culpabiliser le 'choc' des cultures. Mais les Serbes et les Kosovars appartiennent à une même culture, caractérisée par les malheureux traits que nous venons de mentionner. Ce qui les sépare n'est ni la religion (dont nous espérons avoir démontré le rôle secondaire dans la politique balkanique), ni l'appartenance à des vastes espaces culturels qui se choquent précisément à Pristina. Les 'purifications' ethniques de Kosovo relèvent du vieux bon nationalisme d'il y a un siècle et leur déroulement s'encadre dans le forgeage d'un État-nation rêvé par tous les peuples du XIXe siècle. Période où les sociétés civiles étaient à leurs débuts - et non seulement dans les Balkans.

Dans le plan **régional**, les démons intérieurs et la disparition des protecteurs (ou des adversaires) traditionnels s'est traduit, immédiatement après la chute du Rideau de Fer, par l'instauration d'une atmosphère d'incertitude et de désorientation. Sur le fond de laquelle les compliquées et brutales crises yougoslaves ont imprimé à beaucoup des États de la région une réelle psychose de la menace ou même du complot international - psychose qui a déterminé à son tour la constitution des alliances régionales et la transformation des relations interbalkaniques dans un jeu à somme nulle: pour que certains puissent gagner, les autres doivent nécessairement perdre. 'Arc musulman' contre 'axe orthodoxe', 'guerre des routes' contre 'guerre des oléoducs'...

Tard, tout le monde a commencé à être fatigué par les guerres, les massacres, les purifications ethniques; et, en 1996-98, on a commencé à enregistrer des efforts visibles dans la direction de la coopération régionale. Interrompus, bien sûr, par la crise de Kosovo, mais qui laissent un espoir pour l'avenir: le proche épuisement du potentiel conflictuel de l'ancienne Yougoslavie permettra l'apparition du liant qui a stabilisé la région dans la période d'entre guerres: le désir de maintenir le *statu quo*, contesté à l'époque du Pacte Balkanique seulement par une minorité à faible potentiel. Naturellement, les membres de cette minorité seront autres qu'en 1919; mais les tensions pourront commencer à être contrôlées.

Enfin, l'influence des puissances **extérieures** à la région a eu deux cotés contradictoires: un désintérêt traduit par la conservation prolongée de la marginalisation déjà traditionnelle des Balkans, et, deuxièmement, l'implication basée sur la logique des sphères d'influence et de leur affrontement. Sans doute, on a eu des efforts internationaux honnêtes et désintéressés de maintien et imposition de la paix. Mais ils ont plutôt démontré l'inefficacité des organismes impliqués. Au contraire, l'Allemagne, la Russie, les États-Unis et la France ont élaboré, à des moments et dans des circonstances différents, des politiques balkaniques qui transposent dans ce cadre régional leurs aspirations à la suprématie mondiale - et qui, avec plus ou moins de succès, essaient de revenir à la logique régionale d'avant 1914.

Le triomphe total d'une telle évolution représente, à notre avis, la plus grande menace pour l'avenir des Balkans. Nous avons déjà décrit dans le chapitre précédent les implications dramatiques de ce piège; dans la perspective duquel ni la disparition des facteurs déstabilisateurs intérieurs, ni l'harmonisation des relations interrégionales ne pourraient plus influencer la sécurité de l'espace balkanique. Celle-ci deviendrait la prisonnière des antagonismes des puissances extérieures à la région et se trouverait dans l'impossibilité de se soustraire à des guerres balkaniques similaires à celles du début du siècle. L'instabilité actuelle, chaotique et en perpétuelle évolution, se transformerait

dans une instabilité structurelle, organisée et systématique - et les Balkans deviendraient un nouveau Moyen Orient.

Pourtant, éviter un pareil cauchemar est parfaitement possible. On pourrait, dans un cas idéal, espérer la régression des sphères d'influence actuelles. Ou, à une plus grande probabilité, elles pourraient être progressivement éclipsées par le rôle d'une implication multilatérale axée sur la présence de plus en plus visible de l'Union européenne et de l'OTAN. Le rôle de 'puissance civile' de la première et l'indéniable attraction qu'elle exerce sur tous les habitants de la région, et, d'un autre côté, la qualité de suprême garantie sécuritaire représentée dans les yeux de la même opinion publique par l'adhésion à l'alliance nord-atlantique sont deux facteurs redoutables. Grâce à eux, l'entrée dans une sphère *occidentale* d'intérêts, complexe et difficilement instrumentalisable, peut représenter une alternative efficace au développement du système des sphères d'influence des puissances extérieures, même si beaucoup d'entre elles font partie de l'Union européenne et surtout de l'OTAN. Une Croatie post-Tudjman, pour donner un exemple, prospérera dans le contexte de sa ferme appartenance à la sphère d'influence allemande; mais la prospérité et la sécurité de Zagreb seraient incomparablement plus accentuées après l'adhésion à l'UE et à l'OTAN. Situation qui atténuerait considérablement la dépendance de l'ancien protecteur - la sphère d'influence de celui-ci ne pouvant suivre qu'une voie descendante.

Il reste à voir dans quelle mesure cette évolution sera suivie dans la réalité; mais elle est possible et représente, probablement, la grande chance de la région balkanique.

De toute façon, comme nous l'avons montré dans le chapitre précédent, les éléments qui ont dominé les Balkans pendant les dix dernières années sont aujourd'hui en pleine mutation; de nombreux indices suggèrent que nous nous trouvons au seuil d'une nouvelle étape. Nous n'allons pas reprendre les trois scénarios; on insistera seulement sur le fait que les deux premiers sont nettement préférables à la situation présente et que nous pouvons espérer la matérialisation d'un d'entre eux. La troisième variante - la constitution d'un système complet et rigide de sphères d'influence - serait la conséquence des évolutions défavorables à niveau mondial; dont la plus plausible serait le renversement de la situation intérieure de la Russie par le triomphe du camp anti-occidental. Événement qui tient de déterminants qui sont complètement indépendants de la situation de la région balkanique; mais qui aurait ici les conséquences les plus dramatiques. Pourtant, même dans ce cas, l'implication résolue de l'Occident pourrait élargir aux Balkans le cadre multilatéral de la coopération (et de la stabilité) ouest-européenne, en évitant la transformation de la région dans un terrain de duel.

En dernière instance, le destin de l'espace balkanique se réduit, au niveau des peuples de la région et surtout à celui des puissances extérieures, à une question de volonté politique - et de responsabilité.

IX. Annexe

La stabilité balkanique— une approche quantitative

Le fait que les relations internationales utilisent des méthodes et des approches prépondérément qualitatives est un lieu commun. Mais il n'exclue pas l'existence des méthodes quantitatives qui proposent l'évaluation et la quantification des différents aspects du domaine mentionné par des moyens mathématiques.

Nous allons appliquer une de ces méthodes à l'évolution de la stabilité balkanique après la fin de la Guerre Froide.

L'instrument utilisé est le Risque-Pays. Pour le définir en quelques mots, il représente la probabilité de l'enregistrement de pertes par un partenaire [économique] extérieur à la suite des évolutions socio-politiques et macro-économiques du pays respectif. En fonction du domaine pour lequel il est particularisé, le Risque-Pays (et ses différentes formes de manifestation: le risque politique, le risque souverain etc.) peut être utilisé dans le cas du commerce international, des investissements directs, du lancement des obligations etc³.

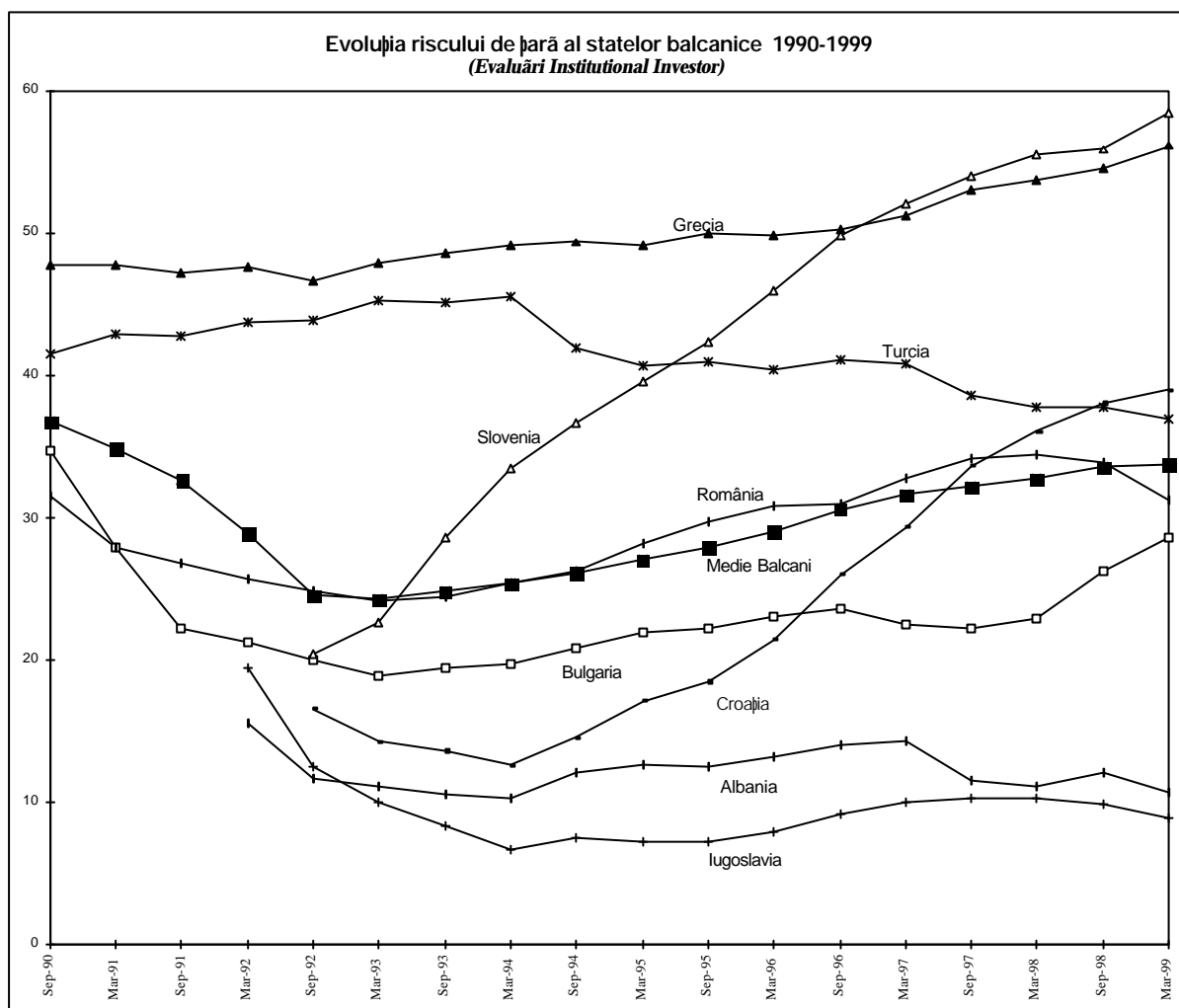
Pratiquement, ce risque donne la mesure de l'(in)stabilité intérieure et extérieure d'un État, avec l'avantage de la prise en considération non seulement de la composante purement politique mais aussi des aspects sociaux et économiques, ce qui fait que l'image ainsi contournée reflète la complexité des déterminations globales de la stabilité/sécurité du pays analysé.

Une des méthodes les plus utilisées dans l'évaluation du Risque-Pays - qui a le grand avantage d'une présentation facilement accessible aux non-spécialistes - est celle des classements. En quantifiant un set d'indicateurs socio-politiques et économiques on calcule un score du Risque-Pays; en fonction de celui-ci, les États sont placés dans un classement qui permet la comparaison immédiate de leur stabilité.

Pour la présente étude, nous avons utilisé les estimations du Risque-Pays des États balkaniques calculées entre 1990 et 1999 par la publication de spécialité *Institutional Investor*. La méthodologie employée a l'avantage de combiner environ 100 classements réalisés par des banques et compagnies du domaine des finances internationales; par suite, les possibilités d'erreur sont très réduites.

Le graphique d'en bas contient l'évolution du Risque-Pays associé à chacun des pays de la région dans la période mentionnée. Les scores peuvent être lus sur l'axe vertical. Le risque maximum est associé à un score de 0 points et le risque minime au score - idéal - de 100 points.

³ Pour des détails supplémentaires, on peut consulter le seul livre publié en roumain sur ce thème, notre ouvrage „Riscul de tarã. Aspecte teoretice si abordãri metodologice comparate”, Editura Lucretius, Bucarest 1998.



On peut facilement constater qu'en 1990 il y avait une relative comparabilité des États balkaniques; leurs scores se groupaient dans l'intervalle 32-48.

Ultérieurement, la Grèce et la Turquie - non-affectées par la chute du communisme - sont restées relativement constantes. Au contraire, tous les autres États ont enregistré des dépréciations massives de leur situation intérieure, la tendance commençant à se modifier seulement vers la fin de 1992 - le début de 1993. Une exception a été faite pour les pays impliqués dans la guerre de Bosnie, la Yougoslavie et la Croatie (suite à sa situation désastreuse, la Bosnie ne figure pas dans les classements): leur situation a continué à se déprécier jusqu'en 1994, moment où ils ont atteint des minimums sous lesquels il serait difficile de descendre.

Les relancements démarrés en 1992-1994 traduisent tant le début du redressement économique comme la réduction du potentiel conflictuel intérieur et extérieur enregistrée par la majorité des États balkaniques. Mais la dynamique de ces relancements différencie clairement deux groupes absolument distincts: celle, remarquable, constituée par la Slovénie et la Croatie, et celle, beaucoup plus modeste, contenant la Roumanie, la Bulgarie, l'Albanie et la nouvelle Yougoslavie.

Parmi les pays de cette dernière catégorie, la Roumanie est la mieux placée, son niveau de risque suivant fidèlement la moyenne régionale. Mais la crise économique de 1998-99 lui a déprécié

la situation intérieure en plan économique et social, évolution reflétée par l'accentuation significative du Risque-Pays.

La Bulgarie a eu une croissance plus lente, suivie par une réduction due à la dramatique crise économique de 1996. Pourtant, à partir de 1997-98, un puissant revirement est visible qui pourrait conduire dans l'avenir proche au dépassement de la Roumanie.

L'évolution de l'Albanie s'est maintenue à un niveau très faible et a été gravement affectée par la chute du système étatique albanais en 1997; moment après lequel la non-restauration du contrôle gouvernemental sur la totalité du territoire national ne permet même pas le redressement au niveau d'avant la crise.

Enfin, la nouvelle Yougoslavie maintient un niveau presque constant depuis 1994: il est si faible que sa réduction est pratiquement impossible. En 1996 il est perceptible une certaine amélioration, suite à la fin de la guerre de Bosnie, mais en 1998 la crise de Kosovo imprime de nouveau une dynamique négative.

Parmi les pays qui n'ont pas eu l'expérience du communisme, la Grèce enregistre à partir de 1993 une croissance qui s'accroît en 1997. Au contraire, la Turquie représente un cas extrêmement intéressant: après avoir approché le niveau de la Grèce en 1992-93, la crise de 1994 et ses conséquences sociales et politiques (ascension fulgurante du fondamentalisme islamique, instabilité politique etc.) lui déprécie la situation à peu près jusqu'au niveau de la Roumanie et sous le niveau de la Croatie.

C'est ainsi qu'en 1999 on arrive à une distribution régionale du Risque-Pays qui n'a aucune relation avec celle de 1991-92 et avec l'appartenance à l'espace ex-communiste. À présent, les États balkaniques peuvent être divisés en trois catégories:

- celle, réduite à la Slovénie et à la Grèce, des États prospères et stables, dont l'espace de référence est en grande mesure l'Union européenne;

- le peloton formé par la Bulgarie, la Roumanie, la Turquie et - pour le moment - la Croatie, bien que la dynamique de celle-ci promette une évolution future vers le groupe précédent. Les situations de ces États sont fluctuantes et soumises à des améliorations et dépréciations périodiques, mais permettent de déceler une tendance de lente croissance à long terme - très proche de celle de la moyenne régionale, d'ailleurs. Mais les crises restent possibles à tout moment;

- l'Albanie et la nouvelle Yougoslavie, auxquelles on peut ajouter la Macédoine et la Bosnie (que les classements ignorent encore); des États pour lesquels les évolutions politiques intérieures et extérieures se trouvent à la limite de la supportabilité et pour lesquels l'existence est synonyme d'état de crise.

Il est évident que la sous-zone géographique de ces quatre États présente une vulnérabilité extrême et concentre un potentiel conflictuel maximum. Autrement dit, le fait que l'actuelle crise a son épïcêtre au Kosovo - à la limite de la Yougoslavie, l'Albanie et la Macédoine et non loin de la Bosnie - n'est pas un accident: il aurait été très difficile qu'un ensemble étatique à des composantes si instables arrive à se soustraire à une inévitable instabilité générale.

Mais la conclusion la plus sombre qui peut être tirée du graphique est que le peloton médian n'arrive pas à 'décoller' vers un niveau supérieur de stabilité et les fluctuations dans son sein peuvent se traduire par des nouveaux glissements déstabilisateurs; autrement dit, que les pays de cette catégorie - et surtout la Bulgarie, la Roumanie et la Turquie - sont loin d'être complètement

détachés de la menace des crises locales ou régionales similaires à celles qui menacent ou affectent la Yougoslavie, l'Albanie, la Macédoine ou la Bosnie.

Pour faciliter la comparaison, la moyenne régionale du Risque-Pays des Balkans était en mars 1999 de 33,73 points, par rapport à 79,6 pour l'Europe de l'Ouest, 44 pour la région Asie-Pacifique et 43,7 pour le Moyen Orient. On doit donc s'attendre pour l'espace balkanique à une instabilité plus accrue que celle qui caractérise le Moyen Orient, dans les conditions où celui-ci est loin de constituer un exemple à envier.

X. Bibliographie

A. Livres

- Alexander, Stella — „*Church and State in Yugoslavia since 1945*”, Cambridge University Press, Cambridge 1979.
- Berciu-Drăghicescu, Adina - „Românii din Balcani. Cultură și spiritualitate”, Globus, București 1996.
- Bratianu, Georges I. - „*La mer Noire. Des origines à la conquête ottomane*”, Monachii, München, 1969.
- Braudel, Fernand - „*La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*”, Armand Colin, Paris 1966.
- Campus, Eliza - „*Întelegerea balcanică*”, Editura Academiei RSR, București 1972.
- Capidan, Theodor - „Macedoromânii. Etnografie, istorie, limbă”, Fundatia Regală pentru Literatură și Artă, București 1942.
- Castellan, Georges - „*Histoire des Balkans*”, Fayard, Paris 1991.
- Castellan, Georges — „*Le monde des Balkans, poudrière ou zone de paix?*”, Collection Thémathèque / Histoire, Vuibert, Paris 1994.
- Chopin, M.; Ubcini, A. - „*Histoire et description de tous les peuples. Provinces Danubiennes et Roumaines*”, Firmin Didot Frères, Paris 1856, Apollonia, Iasi 1993.
- Ciachir, Nicolae - „Istoria modernă a Serbiei”, Centrul de multiplicare al Universității din București, 1974.
- Ciachir, Nicolae - „Istoria popoarelor din sud-estul Europei în epoca modernă”, Editura Științifică și Enciclopedică, București, 1974.
- Contogeorgis, Georges - „*Histoire de la Grèce*”, Hatier, 1992.
- Cutolo, Alessandro - „*Scandenberg*”, *Istituto per gli studi di politica internazionale*, 1940.
- Djuvara, Neagu (coordonator) - „Aromânii. Istorie. Limbă. Destin”, Editura Fundatiei Culturale Române, București 1996.
- Dutu, Alexandru (coordonator) - „Sud-estul european în vremea Revoluției Franceze”, Academia Română - Institutul de Studii Sud-Est Europene, București 1994.
- Ekrem, Mehmet Ali - „Civilizația turcă”, Editura Sport-Turism, București 1981.
- Ekrem, Mehmet Ali - „Atatürk, făuritorul Turciei moderne”, Editura Politică, București 1969.

- Eliade, Pompiliu - „*De l'influence française sur l'esprit public en Roumanie. Les Origines. Étude sur l'état de la société roumaine à l'époque des règnes phanariotes*”, Ernest Leroux, Éditeur, Paris 1898.
- Garde, P. — „*Les Balkans*”, Flammarion, Paris 1994.
- Gauthier, Guy - „*Les aigles et les lions. Histoire des monarchies balkaniques de 1817 à 1974*”, Éditions France-Empire, Paris 1996.
- Giurescu, Constantin; Giurescu, Dinu - „*História do Povo Romeno*”, Imprensa Nacional - Casa da Moeda, 1979.
- Gow, James — „*Triumph of the Lack of Will: International Diplomacy and the Yugoslav War*”, Columbia University Press, New York 1997.
- Grmek, Mirko D.; Lambrichs, Louise L. - „*Les révoltés de Villefranche. Mutinerie d'un bataillon de Waffen-SS, septembre 1943*”, Seuil, Paris, 1998.
- Honig, Jan Willem; Both, Norbert — „*Srebrenica: Record of a War Crime*”, Penguin, 1995
- Hungtington, Samuel — „*Le choc des civilisations*”, éd. Odile Jacob, Paris 1997.
- Inalcik, Halil - „*Imperiul otoman. Epoca clasică*”, Editura Enciclopedică, Bucuresti 1996.
- Jonquière, A. de la - „*Histoire de l'Empire Ottoman depuis les origines jusqu'au Traité de Berlin*”, Hachette et C^{ie}, Paris 1897.
- Judah, Tim — „*The Serbs: History, Myth and the Destruction of Yugoslavia*”, Yale, 1997.
- Krulic, J. — „*Histoire de la Yougoslavie, de 1945 à nos jours*”, Éditions Complexe, Bruxelles 1995.
- Maksutovici, Cristia - „*Confluente culturale româno-albaneze*”, Kriterion, Bucuresti 1995.
- Maksutovici, Cristia - „*Relatiile româno-albaneze 1990-1996*”, Uniunea Culturală a Albanezilor din România, Bucuresti 1997.
- Maksutovici, Gelcu - „*Istoria comunității albaneze din România*”, Kriterion, Bucuresti 1992.
- Mehmed, Mustafa Ali - „*Istoria turcilor*”, Editura Stiintifică și Enciclopedică, Bucuresti 1976.
- Miller, A. F. - „*Mustapha Pacha Baï raktar*”, Association Internationale d'Études du Sud-Est Européen, Bucarest 1975.
- Neumann, Victor - „*Tentatia lui Homo Europaeus*”, editia a II-a, Editura All, Bucuresti 1997.
- Nicolas, Françoise ; Stark, Hans - „*L'Allemagne. Une nouvelle hégémonie ?*”, IFRI-Dunod, Paris 1992.
- Papagiannopoulos, Apostolos - „*History of Thessaloniki*”, Rekos, Salonic 1982.
- Petrovic, Michael Boro — „*A History of Modern Serbia, 1804-1918*”, Harcourt Brace Jovanovic, New York 1976.
- Popovic, Alexandre - „*L'islam balkanique*”, Osteuropa-Institut an der Freien Universität Berlin - Harrassowitz, Wiesbaden 1986.
- Ramet, Pedro (editor) — „*Eastern Christianity and Politics in the Twentieth Century*”, vol.I, Duke University Press, Durham 1988.
- Réau, Louis - „*L'Europe Française au Siècle des Lumières*”, Éditions Albin Michel, Paris 1938.
- Rohde, David — „*The Betrayal and Fall of Srebrenica*”, Farrar Straus, 1996.
- Sala, Marius; Vintilă-Rădulescu, Ioana — „*Limbile lumii. Mică enciclopedie*”, Editura Stiintifică și Enciclopedică, Bucuresti 1981.
- Schlumberger, Gustave - „*Expédition des «Almugavares» ou Routiers Catalans en Orient*”, Plon, Paris 1902.
- Soulet, Jean-François - „*Histoire comparée des États communistes de 1945 à nos jours*”, Armand Collin/Masson Éditeur, Paris 1996.
- Silber, Laura; Little, Allan — „*The Death of Yugoslavia*”, Penguin/BBC Books, 1995 și 1997.

- Stark, Hans - „*Les Balkans. Le retour de la Guerre en Europe*”, IFRI-Dunod, Paris 1993.
- Tanner, Marcus — „*A Nation Forged in War*”, Yale, 1996.
- Theodorescu, Răzvan - „Bizant, Balcani, Occident la începuturile culturii medievale românești”, Editura Academiei Republicii Socialiste România, București 1974.
- Thual, François - „*Géopolitique de l'orthodoxie*”, IRIS-Dunod, Paris 1993.
- Tudoroïu, Theodor - „Riscul de țară. Aspecte teoretice și abordări metodologice comparate”, Editura Lucretius, București 1998.
- Ungheanu, M. - „Teoria formelor fără fond - Antologie”, Editura Porto-Franco, Galați 1996.
- Vernet, D.; Gonin, J.-M. — „*Le rêve sacrifié, chronique des guerres yougoslaves*”, Éditions Odile Jacob, Paris 1994.
- Vranoussis, L. - „Rigas, un patriot grec din Principate”, Editura Eminescu, București 1980.
- Zimmermann, Warren — „*Origins of a Catastrophe: Yugoslavia and its Destroyers*”, Times, 1996.
- *** - „*Eastern Europe and the Commonwealth of Independent States 1997*”, Third edition, Europa Publications Limited, Londra 1996.
- *** - „*Eastern Europe and the Commonwealth of Independent States 1999*”, Fourth edition, Europa Publications Limited, Londra 1998.

B. Publications occasionnelles et séries de publications académiques

- Andreata, Filippo - „*The Bosnian War and the New World Order*”, WEU/ISS Occasional Paper nr.1, octombrie 1997.
- Batakovic, Dusan T. - „*NATIONALISM AND COMMUNISM: THE YUGOSLAV CASE*”, Paper submitted to the 18th International Congress of Historical Sciences, September 1, 1995, Montreal, Canada
- Clément, Sophia - „*La prévention des conflits dans les Balkans: le Kosovo et l'ARY de Macédoine*”, Cahiers de Chaillot nr.30, decembrie 1997.
- Clément, Sophia (sous la direction de) - „*Les questions soulevées par la Bosnie, et le débat transatlantique*”, Cahiers de Chaillot nr.32, mai 1998.
- Gnesotto, Nicole - „*Leçons de la Yougoslavie*”, Cahiers de Chaillot nr.14, martie 1994.
- Jopp, Mathias (sous la direction de) - „*Les relations étrangères de l'Europe occidentale: implications de la crise yougoslave*”, Cahiers de Chaillot nr.17, octombrie 1994.
- Martin, Denis-Constant - „*La découverte des cultures politiques. Esquisse d'une approche comparatiste à partir des expériences africaines*”, Les Cahiers du CERI No 2 - 1992.
- Munuera, Gabriel - „*La prévention des conflits en Europe: expériences récentes*”, Cahiers de Chaillot nr.15/16, iunie 1994.
- Sarenac-Petrovic, Tanja - „*L'Economie dans la question yougoslave: facteur de désintégration ou vecteur de la coopération future?*”, PSIS Occasional Paper Nr.1/1996, The Graduate Institute of International Studies, Geneva.
- Sharp, Jane M. O. - „*Anglo-American Relations and Crisis in Yugoslavia (FRY)*”, Les notes de l'Ifri nr.9, decembrie 1998.

C. Périodiques de spécialité

Amnesty International - Rapoarte anuale.
Armées d'aujourd'hui, februarie 1996 .
Aussen Politik.
Balcania nr.VI din 1943.
Balkan Briefing nr.21-22 din iunie-iulie 1995.
Balkan News & EER.
Balkan Watch, Vol.5.1, 6 ianuarie 1998.
Bank-Austria East-West Report.
The Banker, decembrie 1996.
Bulletin de l'Institut Québécois des Hautes Études Internationales nr.17, septembrie 1995.
Country Reports on Human Rights Practices, Rapoarte anuale ale Biroului pentru Democratie, Drepturile Omului si Muncă al Departamentului de Stat al SUA.
CSS Survey, martie 1996.
Dun & Bradstreet International Risk & Payment Review din aprilie 1999.
EuroBalkan.
Euromoney, septembrie 1997.
European Analyst, februarie 1996.
Foreign Affairs.
GRIP DATA, G1549 din 27 iunie 1997 si G1580 din 13 octombrie 1997.
Institutional Investor, 1990-1999.
International Politics - A Balkan Review of Current Affairs, primăvara 1993.
Keesing's Record of World Events, noiembrie 1997.
La lettre d'informations de l'IFRI nr.86, aprilie 1997.
MEMENTO défense-désarmement 1995/1996. L'Europe et la sécurité internationale, Les Dossiers du GRIP nr. 206-210, 10/95-2/96.
The Middle East, octombrie 1992.
Le monde atlantique nr.60, noiembrie 1995.
Le Monde Diplomatique.
Perceptions - Journal of International Affairs (Ankara) 1996-1999.
Politique Étrangère.
Radio Free Europe/Radio Liberty BALKAN REPORT (editia On-line).
Radio Free Europe/Radio Liberty Newslite.
Radio Free Europe/Radio Liberty Research Report .
RAMSÈS '96, Institut Français des Relations Internationales, Paris, 1995.
Relations Internationales et Stratégiques.
Report on Eastern Europe din 13 decembrie 1991.
Revue des Deux Mondes din decembrie 1995.
Semi-Annual Report for the Balkans, nr. 2 din 1994.
Serbian Studies, N° 1-2, vol. 9, Chicago 1995.
Transition.
Transitions.
Vestitorul Ortodoxiei, 15 mai 1998.
War Report din iulie-august 1995.

Zones émergentes n° 4 - februarie 1998.

D. Quotidiens et hebdomadaires

De langue française:

Le Figaro

Le Monde

Libération (editia On-line)

De langue espagnole:

ABC din 2 noiembrie 1998

El País (editia On-line)

De langue roumaine:

Adevărul din 20 aprilie 1994

Cotidianul din 9 decembrie 1998

Curentul 3 mai 1998, 24/25 ian.1998; 24 noiembrie 1998

Curierul National, 29.XI.1993

România Liberă din 14 mai 1999

De langue anglaise:

The Economist

Financial Times

The Guardian din 15 martie 1995

The Independent din 31 mai 1995

International Herald Tribune (editia On-line)

Newsweek

The Times din 20 decembrie 1994

Washington Post din 4 mai 1999

Articles repris par *Courrier International* des publications:

Koha Jonë (Albania)

Klan (Albania)

Kontinent (Bulgaria)

Sega (Bulgaria)

Standart (Bulgaria)

Feral Tribune (Croatia)

Ependytis (Grecia)

I Kathimerini (Grecia)

Panorama (Italia)

Delo (Slovenia)

Mladina (Slovenia)

Çumhuriyet (Turcia)
Milliyet (Turcia)
Népszabadság (Ungaria)

Articles repris par ROMPRES (Puncte de vedere et Mondorama) des publications:

168 Ceasa (Bulgaria)
24 Ceasa (Bulgaria)
Duma (Bulgaria)
Otecestven Vestinik (Bulgaria)
Pogled (Bulgaria)
The Egyptian Gazette (Egipt)
Borba (Iugoslavia)
Medjunarodna Politika (Iugoslavia)
Politika (Iugoslavia)
The Daily Telegraph (Marea Britanie)
Rzeczpospolita (Polonia)
Izvestia (Rusia)

Comentarii preluate de ROMPRES (Puncte de vedere si Mondorama) de la agentiile:

AFP
Reuters
ANSA (Italia)
BTA (Bulgaria)
MPA (Macedonia)

D. Publications de différentes organisations internationales

Fonds Monétaire International:

„Albania: Statistical Appendix”, IMF Staff Country Report Nr. 98/62 din august 1998.
„Bosnia and Herzegovina: Selected Issues”, IMF Staff Country Report Nr. 98/69 din august 1998.
„FYROM: Recent Economic Developments”, IMF Staff Country Report Nr. 98/82 din august 1998.
„Slovenia: Recent Economic Developments”, IMF Staff Country Report Nr. 98/19 din martie 1998.
„Turkey: Recent Economic Developments and Selected Issues”, IMF Staff Country Report Nr. 97/110 din noiembrie 1997.

Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord:

OTAN - Communiqué de Presse NAC-S(99)65 din 24 aprilie 1999.

Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe:

„Kosovo Verification Mission”, brosură OSCE, 1998.

„Observation of the Parliamentary Elections Held in the Republic of Albania May 26 and June 2, 1996. Final Report”, OSCE 1996.

OSCE Conseil permanent, 64ème séance plénière, PC Journal No.64 din 26 martie 1996.

Union Européenne:

„Agenda 2000 - Avis de la Commission concernant la demande d'adhésion à l'Union européenne présentée par la Bulgarie”, Bruxelles, 15 iulie 1997.

„Agenda 2000 - Avis de la Commission concernant la demande d'adhésion à l'Union européenne présentée par la Roumanie”, Bruxelles, 15 iulie 1997.

RAPPORT REGULIER DE LA COMMISSION SUR LE PROGRCS ACCOMPLI PAR LA BULGARIE SUR LA VOIE DE L'ADHESION, septembre 1998.

RAPPORT REGULIER DE LA COMMISSION SUR LE PROGRES ACCOMPLI PAR LA ROUMANIE SUR LA VOIE DE L'ADHESION, septembre 1998.

RAPPORT REGULIER DE LA COMMISSION SUR LE PROGRES ACCOMPLI PAR LA SLOVENIE SUR LA VOIE DE L'ADHESION, septembre 1998.

RAPPORT REGULIER DE LA COMMISSION SUR LES PROGRES ACCOMPLIS PAR LA TURQUIE SUR LA VOIE DE L'ADHESION, septembre 1998.

CONTENU

§1. Avant propos	2
§2. Déroulement des travaux	3
§3. Modifications dues aux évolutions de 1997-1999	4
§4. L'accès aux sources bibliographiques; voyages d'études; le dialogue avec d'autres spécialistes	5
§5. Les ressources Internet	7
§6. Les entrevues avec des diplomates et des hommes politiques impliqués dans les problèmes de la région	7
§7. L'architecture de l'ouvrage	8
§8. Les conclusions de l'étude:	
- Sous-chapitre VI.3, contenant les perspectives du conflit de Kosovo et ses implications pour la sécurité balkanique	11
- Chapitre VII, 'Les perspectives de la sécurité balkanique'	15
1. L'espace post-yougoslave	15
2. Les sphères d'influence	16
3. Le rôle de l'OTAN.....	17
4. La contribution de l'Union européenne.....	19
5. La coopération inter-balkanique	21
6. Trois scénarios.....	22
- Chapitre VIII, 'Conclusions'.....	25
- Annexe 'La stabilité balkanique — une approche quantitative'.....	28
Bibliographie	31
Attestations de stage	37

Theodor Tudoroï u — "La dimension balkanique de la sécurité européenne" (Résumé)

Il est difficile, voire impossible, de résumer dans une page le labyrinthe de la sécurité balkanique. Pourtant, si on s'y risque, on doit d'abord énumérer ses principaux déterminants:

1. intérieurs - la désastreuse situation socio-économique et la 'crise de puberté' de la société civile, qui se renforcent mutuellement; et le monstre qu'ils ont engendré, le bon vieux nationalisme d'un XIXe siècle malheureusement retrouvé;

2. régionaux - l'incertitude, la désorientation, la peur même d'après 1990, provoquées par la disparition des protecteurs (ou des adversaires) traditionnels et par le retour des démons intérieurs. Cette réelle psychose a déterminé la transformation des relations interbalkaniques dans un jeu à somme nulle: pour que certains puissent gagner, les autres doivent nécessairement perdre. 'Arc musulman' contre 'axe orthodoxe', 'guerre des routes' contre 'guerre des oléoducs'...

3. extérieurs - avec deux cotés contradictoires: un désintérêt des puissances extérieures traduit par la conservation prolongée de la marginalisation déjà traditionnelle des Balkans et par une non-intervention quelques fois criminelle; et, deuxièmement, une implication basée sur la logique des sphères d'influence et de leur affrontement.

Pourtant, il est évident que nous nous trouvons au seuil d'une nouvelle étape:

a) le potentiel conflictuel de l'ex-Yougoslavie est proche de son épuisement;

b) la logique intérieure de l'espace balkanique évolue, enfin, vers le non-conflictuel. Les peuples de la région ont commencé à être fatigués par les crises, les massacres, les bombardements et les purifications ethniques. Le redémarrage de la coopération inter-balkanique sur plusieurs plans, bien qu'interrompue par la crise de Kosovo, constitue une preuve incontestable de ce changement d'attitude.

c) L'implication de plus en plus puissante de l'Occident et en particulier des États Unis démontre le fait que les Balkans commencent à dépasser la marginalisation des dernières décennies.

Nous considérons que ces évolutions peuvent se traduire par trois scénarios alternatifs:

1. La variante optimiste: le détensionnement des relations interbalkaniques par l'intensification et la généralisation des formes de coopération régionale, l'implication massive de l'Union européenne, l'élargissement de l'OTAN et le reflux des sphères d'influence. Les poussées nationalistes deviennent progressivement inoffensives, les sociétés civiles se mûrissant dans un rythme raisonnable. Une évolution linéaire fait qu'en 7-10 ans tous ces processus soient conclus.

2. Le maintien des sphères d'influence en leur situation actuelle, c'est à dire à un niveau largement inférieur par rapport au début du siècle. Cette 'imaturité' laisse place non seulement à des initiatives régionales (s'agissant soit de la coopération pan-balkanique, soit des efforts grecs ou turcs de reconstruction des alliances locales), mais aussi à une réelle implication des structures occidentales (Union européenne mais également OTAN) où prime l'approche multilatérale.

3. La 'maturation' et la rigidisation des sphères d'influence et leur encadrement dans les règles du jeu de somme nulle du début du siècle. Les Balkans glissent rapidement vers l'instabilité cohérente et systématique de 1900, se transformant de nouveau dans un baromètre de la politique mondiale et dans un malheureux terrain de manœuvre politico-diplomatique et militaire; situation qui sent le Sarajevo de 1914.

Il est impossible de deviner aujourd'hui la voie qui sera réellement suivie. Mais il est évident que, en dernière instance, le destin de l'espace balkanique se réduit, au niveau des peuples de la région et surtout à celui des puissances extérieures, à une question de volonté politique - et de responsabilité.